

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 3 – 24 juin 2024



LISTE DES ADRESSES

Par-delà les guerres et les conflits, des sources d'un espoir commun	3
<u>Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein</u>	
<u>ADRESSE 22</u>	
Une paix populaire, pas une paix impériale	5
<u>Déclaration</u>	
<u>ADRESSE 23</u>	
Kanaky: du méfait colonial à la mondialité	9
<u>Patrick Chamoiseau</u>	
<u>ADRESSE 24</u>	
BRICS+ : une perspective critique	12
<u>Laurent Delcourt</u>	
<u>ADRESSE 25</u>	
L'occupation du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité	25
<u>Monique Chemillier-Gendreau</u>	
<u>ADRESSE 26</u>	
La « boîte à outils » de la droite américaine reflète celle de l'Inde	30
<u>Entretien avec Kavita Krishnan</u>	
<u>ADRESSE 27</u>	
L'impérialisme et l'anti-impérialisme aujourd'hui	33
<u>Ashley Smith</u>	
<u>ADRESSE 28</u>	
« Si nous restons à patauger dans l'imaginaire colonial, la guerre des langues restera en vigueur »	46
<u>Patrick Chamoiseau</u>	
<u>ADRESSE 29</u>	
Transformer toute bonne terre en un désert desséché	50
<u>Lettre ouverte du Matzpen au Front démocratique de libération de la Palestine</u>	

Par-delà les guerres et les conflits, des sources d'un espoir commun

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

Aujourd'hui, la situation en France et en Europe est évidemment au cœur de bien des préoccupations. D'ailleurs, les correspondantes de la revue prennent une part active à la campagne politique en cours. Son issue est capitale pour l'avenir et ce, bien au-delà des frontières de la France.

Les urgences ne sont pas propres à l'Hexagone. Il nous a semblé important d'éviter que les textes que nous vous proposons dans ce numéro ne soient engloutis dans le flot d'une actualité particulièrement inquiétante.

Ce numéro s'ouvre donc sur une déclaration commune d'organisations écosocialistes, libertaires, féministes, écologistes et de groupes en solidarité avec la résistance ukrainienne. Ce texte par son importance pratique entre pleinement dans la perspective de refondation d'une nouvelle gauche internationaliste et démocratique telle qu'esquissée sur la liste Leftrenewal et qui a été au cœur des discussions de nos Rencontres des 25 et 26 mai. Entre autres, le principe 11 pose clairement la question des armes et du contrôle social sur la production, question qui ne faisait qu'affleurer jusqu'alors dans notre réflexion. Ce texte toujours ouvert à signatures collectives et individuelles a son urgence propre aujourd'hui.

La Kanaky est toujours au cœur de l'actualité, la répression coloniale est à l'œuvre au moment où ces lignes sont écrites (arrestation de quatorze militants du CCAT, dont sept ont été déportés dans une prison en France). L'approche du poète Patrick Chamoiseau est une richesse pour une compréhension émancipatrice. L'idée de créolisation et du concept de Tout-Monde d'Édouard Glissant va bien au-delà du problème kanak et même au-delà de la simplification «décoloniale». Cela implique de défendre aussi les droits

des groupes minoritaires, qu'ils soient nationaux ou non.

Nous vous laissons découvrir le sommaire de ce numéro qui s'est épaissi au fil

« J'appelle créolisation la rencontre, l'interférence, le choc, les harmonies et les disharmonies entre les cultures, dans la totalité réalisée du monde-terre », Édouard Glissant.

de sa conception tant, de textes en textes, des dialogues poursuivis autour de la « multipolarité », de l'anti-impérialisme, des refus des d'angles masqués comme ceux du droit international. Le texte de Monique Chemillier-Gendreau en est, une nouvelle fois, une illustration.

Pour conclure cette livraison, un coup de projecteur sur un texte de 1974 publié dans la revue *Matzpen* qui s'adresse directement à une organisation palestinienne responsable d'une attaque envers des civils. Dialogue entre militant-es et organisations autour des idéaux du socialisme, de l'émancipation et de l'internationalisme. Chacun et chacune pourra en tirer des réflexions, bien au cœur de notre projet éditorial.

Les évolutions de la situation électorales et politiques en Europe et en France, de même que la mise en lumière des résistances concrètes, des alternatives émancipatrices et des guerres « oubliées », c'est-à-dire de celles qui n'inquiètent pas directement les pouvoirs transnationaux, devront faire l'objet d'une attention particulière lors d'un prochain numéro.

Bonne lecture.

Pour nous écrire :
Adresses.la.revue@gmail.com



Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur *Entre les lignes entre les mots*

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

www.syllepse.net

Images : collections particulières et DR

Une paix populaire, pas une paix impériale

Déclaration commune d'organisations écosocialistes, libertaires, féministes, écologistes et de groupes en solidarité avec la résistance ukrainienne et pour une reconstruction sociale et écologique autodéterminée de l'Ukraine¹.

Le gouvernement suisse organisera les 15 et 16 juin 2024 une conférence internationale pour un processus de paix en Ukraine sur la montagne Bürgenstock, près de Lucerne. Le gouvernement ukrainien soutient cette conférence.

Cette conférence a lieu dans une phase décisive de la guerre. Depuis des mois, les forces d'invasion russes trouvent des failles dans les défenses ukrainiennes. L'armée ukrainienne les colmate au prix de lourdes pertes. Les dirigeants russes ont annoncé une grande offensive et attaquent les habitants de Kharkiv, une ville qui compte plusieurs millions d'habitants.

Nous soutenons toutes les mesures en faveur d'une paix qui permette au peuple ukrainien de reconstruire son pays de manière autodéterminée. La paix exige le retrait complet des forces d'occupation russes de l'ensemble du territoire de l'Ukraine. Dans cette optique, nous espérons que la conférence de paix en Suisse contribuera au rétablissement de la souveraineté de l'Ukraine.

Les conditions pour y parvenir sont extrêmement difficiles. Les représentants du régime de Poutine déclarent régulièrement qu'ils ne reconnaissent pas une Ukraine indépendante et nient l'existence du peuple

ukrainien. Le régime de Poutine poursuit un projet de Grande Russie. Il soumet la population des territoires occupés par la terreur et vise à éradiquer la culture ukrainienne. Le régime au pouvoir en Russie commet régulièrement des crimes de guerre contre la population ukrainienne.

L'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, ne remet pas seulement en question l'indépendance de l'Ukraine. Elle encourage également d'autres régimes autoritaires à menacer les populations voisines, à occuper des territoires et à expulser massivement les personnes. Afin d'éviter toute résistance chez elle, l'armée russe recrute désormais aussi des citoyens de pays voisins et du Sud pour servir de chair à canon.

En raison de la résistance massive - et surprenante - de la population ukrainienne, les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont commencé à soutenir l'armée ukrainienne dans sa défense contre les forces d'occupation russes. Cependant, ils soutiennent l'Ukraine pour affirmer leurs propres intérêts dans la rivalité impérialiste mondiale. Les États-Unis visent à affaiblir leur homologue russe tout en montrant leur force face à la Chine, puissance montante, et en donnant le ton aux puissances européennes qui sont à la fois partenaires et rivales. Mais bien que le Congrès américain ait finalement approuvé le 20 avril 2024 un programme d'aide pour l'Ukraine, qui avait été bloqué par le Parti républicain pendant neuf mois, le soutien à l'Ukraine est toujours resté sélectif et insuffisant.

De même, les sanctions économiques qui ont été imposées par les gouvernements de l'UE et des États-Unis contre la Russie et les représentants du régime de Poutine sont sélectives, mal ciblées et insuffisantes. Elles

1. Cette déclaration a été lancée conjointement par Sotzialnyi Rukh en Ukraine, Posle Media Collective en Russie, Bewegung für den Sozialismus / Mouvement pour le Socialisme et solidaritéS - mouvement anticapitaliste, féministe, écosocialiste en Suisse, emanzipation - Zeitschrift für ökosozialistische Strategie (DE, AT, CH). Juin 2024.

n'empêchent pas la Russie de continuer à exporter du pétrole et du gaz, ainsi que d'autres matières premières stratégiquement importantes, pour remplir son trésor de guerre. Certains pays européens ont même considérablement augmenté leurs importations de GNL en provenance de Russie depuis le début de la guerre. D'autres, comme l'Autriche, achète plus de 90 % de leurs importations de gaz naturel à la Russie. Les gouvernements de ces pays obligent les consommateurs de gaz à financer la guerre de Poutine contre la population ukrainienne.

Le gouvernement suisse, hôte de la conférence de paix, n'a pas seulement accordé des allègements fiscaux aux oligarques russes depuis des décennies, il a également refusé de confisquer les biens de ces oligarques depuis le début de l'invasion russe. En tant que plaque tournante majeure du commerce international des matières premières, la Suisse offre depuis de nombreuses années aux capitaux russes d'excellentes possibilités de s'enrichir. De nombreux politiciens bourgeois ont volontiers accueilli ces entreprises en Suisse. Par la vente de produits à double



usage, la Suisse contribue à l'équipement de la machine de guerre russe. Enfin, le secteur financier suisse facilite le commerce du pétrole russe.

Aux États-Unis comme en Europe, de plus en plus de voix s'élèvent au sein de l'establishment politique et économique pour lier leur soutien à l'Ukraine à certaines conditions. Leur objectif est de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle cède de vastes territoires et plusieurs millions de personnes au régime de Poutine. Une telle paix, imposée par les grandes puissances impériales, renforcerait le régime de Poutine et ne parviendrait pas à jeter les bases d'une reconstruction démocratique durable de l'Ukraine.

Nous avons besoin d'une paix qui soit basée sur les intérêts du peuple et des travailleurs en Ukraine et en Russie avec leur soutien. Une telle perspective ne peut aboutir que si les syndicats, les organisations de femmes, les initiatives environnementales et autres organisations de la société civile d'Ukraine et de Russie jouent un rôle de premier plan dans les pourparlers de paix.

L'occupation est un crime !

Nous sommes guidés par les principes d'autolibération, d'émancipation et d'autodétermination de la classe ouvrière et de tous les peuples opprimés, au-delà de toutes considérations géopolitiques. En ce sens, nous sommes également solidaires du peuple palestinien, qui lutte pour son autodétermination depuis des décennies. De même, nous soutenons les peuples kurde et arménien et tous les autres peuples menacés d'occupation, d'oppression nationale et culturelle.

Sur la base de notre positionnement, soutenant la résistance ukrainienne contre l'occupation russe, nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes socioécologiques radicales et, à terme, pour une transformation écosocialiste de l'ensemble du continent européen dans une solidarité globale.

En soumettant cette déclaration à la discussion, nous voulons contribuer à un processus transnational de compréhension et de clarification politique entre les forces de gauche qui partagent ces convictions importantes dans toute l'Europe et au-delà.

Douze principes pour une paix juste en Ukraine au sein d'une Europe basée sur la solidarité et l'écologie

Nous, les organisations et initiatives sous-signées, voulons promouvoir un processus de paix qui adhère aux douze principes suivants :

1) La réalisation d'une paix socialement juste et écologiquement durable exige le retrait inconditionnel et complet des forces d'occupation russes de l'Ukraine et le retour de l'ensemble du territoire dans ses frontières internationalement reconnues.

2) La Russie détruit systématiquement les villes, les infrastructures et l'environnement pour démoraliser la population et déclencher une grande vague de réfugiés. Contre cette terreur quotidienne, nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » soutiennent l'Ukraine dans la protection de sa population et de ses infrastructures contre les bombardements et les attaques de missiles par la puissance d'occupation russe. Nous sommes favorables à un soutien humanitaire, économique et militaire massif des États riches d'Europe en faveur de l'Ukraine. La population ukrainienne a besoin de toute urgence d'être protégée des bombes et des roquettes russes.

3) Nous nous opposons aux tentatives des gouvernements « occidentaux », des représentants de l'OTAN et de l'UE de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle fasse des concessions massives à la puissance occupante russe. Nous nous opposons à l'idée que l'Ukraine doive céder plusieurs millions de concitoyens au régime de Poutine. C'est au peuple ukrainien de décider comment faire face à cette situation atroce d'occupation permanente, voire croissante. Nous soutenons la résistance armée et non armée des Ukrainiens contre la puissance occupante russe.

4. Nous demandons que tous les Russes qui refusent le service militaire bénéficient d'un statut de résident sûr dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord. La désertion massive est importante pour affaiblir la machine de guerre russe.

5. Nous soutenons la lutte politique des syndicats ukrainiens, des organisations de femmes et des initiatives environnementales contre les politiques néolibérales anti-ouvrières du gouvernement du président Volodymyr Zelenskyy. Ces politiques sapent la défense socialement étendue de l'Ukraine contre l'occupation russe et rendent impossible une reconstruction socialement juste et écologiquement durable.

6. Nous sommes solidaires du mouvement antiguerre, de l'opposition démocratique et des luttes ouvrières indépendantes en Russie. Nous sommes également solidaires des nationalités opprimées en Russie qui souffrent particulièrement de la guerre et luttent pour leur autodétermination. C'est leur jeunesse qui est exploitée comme chair à canon par le régime de Poutine. Ces mouvements sont déterminants pour parvenir à une paix juste et à une Russie démocratique.

7. La Russie a emprisonné de nombreuses personnes originaires d'Ukraine en tant que prisonniers politiques. Beaucoup ont été condamnés à des décennies de prison et de camps pénitentiaires. Nous exigeons leur libération inconditionnelle. Nous exigeons que la Croix-Rouge internationale soit autorisée à maintenir un contact régulier avec tous les prisonniers de guerre. La libération des prisonniers de guerre est une condition préalable à toute paix juste.

8. La Russie doit payer des réparations au peuple ukrainien. Les oligarques de Russie et d'Ukraine doivent être expropriés. Leurs biens doivent être mis à disposition pour la reconstruction de l'Ukraine et, après la chute du régime de Poutine, du développement démocratique de la Russie.

9. Nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » annulent immédiatement la dette financière de l'Ukraine. C'est une condition cruciale pour la reconstruction démocratique du pays. Les États riches d'Europe et d'Amérique du Nord doivent mettre en place des programmes de soutien complets et étendus en faveur du peuple ukrainien et de la reconstruction de son pays. Cette reconstruction doit se

faire sous le contrôle démocratique de la population, des syndicats, des initiatives environnementales, des organisations féministes et des quartiers organisés dans les villes et les villages.

10. Nous nous opposons à tous les projets des gouvernements européens et nord-américains, des organisations internationales, qui visent à imposer un programme économique néolibéral au peuple ukrainien. Cela prolongerait et aggraverait la pauvreté et la souffrance. Nous dénonçons également tous les efforts visant à vendre les biens et les actifs de la population ukrainienne à des sociétés étrangères. La récupération et la réorganisation de l'agriculture, de l'industrie, des systèmes énergétiques et de l'ensemble de l'infrastructure sociale doivent servir à la transformation socioécologique de l'Ukraine, et non à la fourniture de main-d'œuvre, de céréales et d'hydrogène bon marché aux pays d'Europe de l'Ouest.

11. Un soutien militaire efficace de l'Ukraine ne nécessite pas une nouvelle vague d'armements. Nous nous opposons aux programmes de réarmement de l'OTAN et aux exportations d'armes vers des pays tiers. Au contraire, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord doivent fournir, à partir de leurs énormes arsenaux existants, les armes qui aideront l'Ukraine à se défendre efficacement. En ce sens, nous demandons que l'industrie de l'armement ne serve pas au profit du capital. Au contraire, nous voulons travailler à l'appropriation sociale de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit servir les intérêts immédiats de l'Ukraine. En même temps, pour des raisons écologiques sociales et urgentes, nous soulignons l'impératif de convertir démocratiquement l'industrie de l'armement en une production socialement utile à l'échelle mondiale.

12. Nous voulons lancer un débat sur une réorganisation radicale de l'Europe. Nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes socioécologiques radicales et ultérieurement pour une transformation écosocialiste fondamentale de l'ensemble du continent européen dans la

solidarité mondiale. Dans ce cadre, nous soutenons la volonté du peuple ukrainien d'adhérer à l'UE, même si nous rejetons les fondations néolibérales de l'UE qui appauvrissent des millions de personnes et favorisent un développement inégal en Europe. Nous prenons la perspective d'une adhésion de plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est comme une occasion de réfléchir ensemble à la manière dont un changement socioécologique radical peut être initié dans toute l'Europe, notamment par une stratégie énergétique commune, une reconversion industrielle écologique, des systèmes de retraite par répartition, une réglementation sociale du travail, une politique migratoire solidaire, des paiements de transferts interrégionaux et une sécurité militaire accompagnée d'une reconversion de l'industrie de l'armement. Les forces syndicales, féministes, écologiques, antiautoritaires et socialistes d'Europe de l'Est devraient jouer un rôle important dans ce débat.

Ukraine: une paix populaire, pas une paix impériale
https://emanzipation.org/wp-content/uploads/2024/06/2024_06_04_Ukraine_conference_de_paix_lettre_declaration.pdf

Ukraine: A People's Peace, not an Imperial Peace
https://emanzipation.org/wp-content/uploads/2024/06/2024_06_04_Ukraine_peace_conference_letterdeclaration.pdf

Ukraine: ein Frieden der Bevölkerungen, kein imperialer Frieden
https://emanzipation.org/wp-content/uploads/2024/06/2024_06_04_Ukraine_Friedenskonferenz_Brief_Erklärung.pdf

Ucrania: ¡Por una paz de los pueblos, no una paz imperialista!
https://emanzipation.org/wp-content/uploads/2024/06/2024_06_04_Ukraine_Conferencia_de_Paz_carta_declaracion.pdf

Ucrânia: uma paz popular, não uma paz imperial
https://emanzipation.org/wp-content/uploads/2024/06/2024_06_04_Ukraine_conferencia_pace_letra_declaracao.pdf

Ukraina: Pokój ludowy, nie imperialny
https://emanzipation.org/wp-content/uploads/2024/06/2024_06_04_Ukraine_konferencje_pokojowego_list_deklaracja.pdf

Ucraina. Una pace per i popoli, non una pace imperiale!
https://emanzipation.org/wp-content/uploads/2024/06/2024_06_04_Ukraine_conferenza_di_pace_lettera_dichiarazione.pdf

Kanaky: du méfait colonial à la mondialité

Patrick Chamoiseau

La Kanaky (maintenant convulsive sous le mépris, la violence et la mort) offre à la vieille République française une occasion de se moderniser. Sa juste revendication exige une autre vision du monde. Elle demande aussi un réexamen de ce qui se « crie » tristement « Outre-mer ». Cette estampille ténébreuse camoufle ensemble un système et un syndrome.

Système, parce que, depuis des décennies (détruisant les mannes européennes et les paternalistes plans de développement), tous les indicateurs mortifères attestent d'une évidence : ces situations humaines demeurent largement en dessous du niveau de bien-être humain que l'on pourrait attendre de terres dites « françaises ». Syndrome, parce que dans ces pays-là, les signes pathologiques d'*assistanat*, de *dépendance* ou de *déresponsabilisation* sont les mêmes et sévissent de concert¹.

La mondialité

Via la Kanaky, ces pays méprisés par la France offrent à la compréhension du monde une réalité encore inaperçue. Celle-ci ne peut se percevoir par l'unique prisme du « colonial », comme le pensent encore les activistes décoloniaux. Le fait (ou méfait) colonial n'est qu'une donnée parmi d'autres. Il nous faut sortir de la prégnance occidentale (seule aujourd'hui à raconter le monde), et entreprendre d'inventorier, une à une, toutes les forces visibles et invisibles qui ont œuvré à l'accouchement de notre époque. En attendant, commençons par ouvrir notre focale à la *mondialité*.

Le poète Édouard Glissant appelait ainsi la résultante d'un tourbillon complexe. On y trouve enchevêtrées, les évolutions impénétrables du Vivant, les emmêlées des peuples, cultures et civilisations, résultant des chocs coloniaux, du broiement des empires, puis du capitalisme protéiforme. Une des résultantes cruciales de ce chaosmos : *l'individuation*.

Cette force a éjecté des millions d'individus des vieux corsets communautaires pour précipiter leurs combats, leurs rêves, leurs idéaux, vers des accomplissements imprévisibles dans la matière du monde. Les individus les plus accomplis (ceux qui, de par leurs divers engagements, habitent sinon des communautés mais des multitudes de « Nous ») forment aujourd'hui une *matière noire* du monde bien plus décisive que celle des communautés archaïques ou des vieux États-nations. Dès lors, si la *mondialisation économique* est un standard barbare, la mondialité est une matrice vivante ; un *en-commun* infraplanétaire où les « Nous » s'entremêlent et relient par des agentivités créatives tout ce qui se trouvait séparé. C'est de cette matrice encore invisible à nos yeux que va surgir, tôt ou tard, un autre monde, encore imprédictible.

La relation

Cette mondialité peut nous aider à comprendre la Kanaky, et à mesurer combien la Constitution française est maintenant obsolète. Surtout inacceptable. Elle verrouille (sous une fiction absurde de « départements », « régions », « collectivités » ou « territoires » d'Outre-mer) des complexités territoriales, historiques et humaines qui lui sont étrangères.

Ce ne sont pas des choses « ultramarines ». *Ce sont des peuples-nations*, encore

1. Voir Patrick Chamoiseau, *Faire-Pays*, Ducos, Le Teneur, 2023.

dépourvus de structures étatiques! Ils ont surgi d'une alchimie que les anthropologues reconnaissent maintenant comme étant une «créolisation». Ce terme souligne ce qui se produit quand, de manière immédiate, massive et brutale, des peuples, des civilisations, des individus (mais aussi des interactions amplifiées entre les écosystèmes, biotopes et biocénoses) imposent aux existences une entité globale de référence: celle de *Gaïa* qu'aimait Bruno Latour, de cette *Mère-patrie* dont parle Edgar Morin, ou de ce chaosmos poétique que Glissant nomme *Tout-monde*.

Cet entremêlement inextricable du Vivant et des Hommes se serait inévitablement produit car notre planète est ronde et parce que le vivant est avant tout une mobilité. Prenons, la traite des Africains, l'esclavage de type américain, le système des plantations et des extractions massives. Ajoutons-y, la colonisation, le capitalisme, la prolifération urbaine et les systémies technoscientifiques, on aura alors à peine esquissé le plus visible d'un processus insondable: celui de la *Relation*. Cette notion du tout relié à tout dans des fluidités inter-rétro-actives constitue le principe actif de la créolisation. C'est d'elle qu'ont surgi ces peuples-nations que la Constitution française ne comprend pas. Elle les verrouille sous un effarouchement «indivisible» et fonde sa cinquième République sur un aussi fictif que monolithique «peuple français». Elle réduit ainsi à de simples «populations» les entités humaines formidables que son bond colonial et son histoire relationnelle ont rendu solidaires de sa présence au monde.

Peuples ataviques et peuples composites

Mais le plus important, c'est ceci: dans la Relation, dessous le couvercle «Outre-mer», il y a aujourd'hui deux types de peuples: les *peuples ataviques* et les *peuples composites*.

Les peuples ataviques (mélanésiens de Kanaky; polynésiens; mahorais; peuples originels de Guyane...) disposent d'une antériorité multimillénaire sur l'emprise du méfait colonial.

Les peuples composites (Martinique, Guadeloupe, Réunion...) sont des surgissements (des créolités) de la créolisation.

Complètement nouveaux, ils sont les derniers peuples de l'aventure humaine à être apparus sur cette terre. Ils n'ont pas d'antériorité qui se perd dans la nuit des temps. Ils sont nés dans le vortex relationnel où se retrouvent les communautés fracassées et les individuations. Ils mélangent presque toutes les présences anthropiques planétaires. La conscience qu'ils ont désormais d'eux-mêmes en fait de véritables nations qui attendent d'être reconnues comme telles – ce que nul ne sait faire, à commencer par les politiciens français qui distinguent encore à peine les peuples ataviques et rechignent à comprendre leur revendication d'une existence au monde.

La Martinique, la Guadeloupe ont vécu la «désapparition²». En Kanaky, le peuple atavique des Kanaks a traversé héroïquement les exterminations. *Il constitue une part déterminante du peuplement actuel qui, avec les diverses migrations et le choc colonial, est dorénavant une entité post-atavique*. Car le méfait colonial et ses fluidités migrantes collatérales ont installé des complexités anthropologiques désormais inextricables. Elles obligent les peuples ataviques à composer avec des implantations nées de la colonisation et des mouvements relationnels du vivant. C'est la beauté de Nelson Mandela d'avoir su admettre la présence blanche dans le devenir de l'Afrique du Sud alors qu'il avait le pouvoir de la frapper. C'est la beauté de Mahmoud Darwich et des grands politiques palestiniens confrontés à l'irréversible implantation des Juifs. C'est surtout la beauté de Jean-Marie Tjibaou d'avoir accepté l'hybridation caldoche alors que cette dernière avait (conserve encore) de son sang sur les mains... L'agentivité de ces hommes ne s'est pas laissée enfermer dans un imaginaire communautaire ancien ou dans les frappes et contres-frappes coloniales: elles les ont dépassés pour deviner la mondialité et pour donner une âme fraternelle à la Relation. Ces hommes ont maintenu ainsi – pour tous, au nom de tous – une espérance.

L'éthique d'un nouveau vivre-ensemble

2. Les peuples kalinago. Malgré leur effondrement, ils demeurent présents de mille façons dans les imaginaires de leurs peuples ataviques.



Couturière de Morne Pitault. Martinique. 1967. @ Photo de Jean-Pierre Fiard.

**Du bon fondoc de nos misères
(des oppressions, des racismes, des prépotences
raciales, économiques, sexistes, existentielles,
sous lesquels il a fallu survivre)**

**la machine à coudre
l'aiguille, le dé, le fil**

**ont toujours été les armes silencieuses
du "tenir" prosaïque
(payer le manger, le boire, le loyer, la case...)
et de la résistance poétique
(se vêtir, habiller la marmaille, draper une dignité,
embelleter un orgueil...).**

**Les vieilles mèches à pétrole ont éclairé longtemps
des volontés maternelles inébranlables.**

**Chaque lampe est témoin.
Chaque aiguille se souvient.
Chaque belle toile fait mémoire.**

**Chacun de nos votes en faveur de l'extrême-droite
est une insulte à ce matrimoine-là.**

Une offense à nous-mêmes.

Dès lors, une éthique de la Relation s'impose. Quand le peuple atavique subsiste dans une sédimentation composite, la bien-séance du nouveau vivre-ensemble exige de lui remettre la prééminence sur le devenir de son pays: nul ne saurait démanteler ce qui l'unit à sa terre, laquelle est toujours faite (comme le disait Jean Guiart) du sang noble de ses morts.

Quand le composite est entièrement fondateur d'un nouveau peuple, il faut – non pas ignorer son existence (comme cela se fait actuellement en France pour la Guadeloupe ou pour la Martinique), mais considérer qu'il y a là une *entité nouvelle*, qui n'est réductible à aucune de ses composantes, qu'elle soit dominée, qu'elle soit dominante, et qui détient une autorité légitime sur le devenir de sa terre.

Le devenir des peuples ataviques est d'être post-atavique, et progressivement composite, dans l'énergie relationnelle du vivant. Celui des peuples d'emblée composites, est d'aller de la manière la plus haute, la plus humaine, la plus poétiquement ouverte et fraternelle, aux fastes de la Relation.

C'est cet imaginaire de la Relation qui nous donnera le goût de la diversité qui est au principe du vivant, d'en percevoir la profonde unité qui n'a rien à voir avec l'Universel occidental, et d'en goûter l'inépuisable diversité dont le trésor est cette insaisissable unité qui ne vit, ne s'accomplit, que dans son évolutive diversité.

Une Kanaky kanak

Cette éthique oblige donc que le corps électoral de Kanaky n'autorise aux votes déterminants que les Kanaks. Que s'y adjoignent ceux qui, venus d'ailleurs, ont

été identifiés par les accords de Nouméa (1988,1998). C'est l'autorité à venir, à prépondérance kanake, qui seule pourra décider des évolutions de son système électoral.

Kanaka signifiait: être humain. *Kanak* signifie pour nous, pour tous, l'espérance possible d'un nouvel humanisme. Restituée à son imaginaire kanak, la Kanaky disposera de toutes les chances pour trouver un nouvel espace-temps, échapper à la gravité morbide du trou noir capitaliste, réenchanter notre rapport au vivant, et *habiter enfin poétiquement la terre* selon le vœu de ce cher Hölderlin.

Quant à la modernisation relationnelle de la Constitution française, elle est très simple: il suffit de proclamer une *sixième République*; de la rendre capable d'accueillir en pleine autorité tous les peuples-nations (peuples nouveaux de la Relation) qui le voudraient; d'inaugurer ainsi le *pacte républicain ouvert* qu'exige la nouvelle réalité (postcoloniale, postcapitaliste, post-occidentale) qu'annonce notre mondialité.

L'exploitation du nickel, le domaine maritime, la biodiversité, l'activité spatiale ou le souci géostratégique doivent désormais s'inscrire dans le respect des peuples concernés. «Nous avons rendez-vous là où les océans se rencontrent», disait mystérieusement Glissant.

Que disparaisse dans cette rencontre l'Outre-mer de la France!

Patrick Chamoiseau est poète, romancier et essayiste.

Source: *Libération*. Avec l'aimable autorisation de l'auteur.

BRICS+ : une perspective critique

Laurent Delcourt

S'ils participent d'un rééquilibrage nécessaire des rapports de forces au niveau mondial, les BRICS + sont loin de représenter une alternative salutaire pour les pays du Sud. Derrière une rhétorique de solidarité Sud-Sud, leur coopération renforce le modèle extractiviste et amplifie les asymétries. Au lieu d'adhérer à une lecture binaire des relations internationales, les forces progressistes devraient jeter les bases d'un nouvel internationalisme.

Depuis une quinzaine d'années, les BRICS s'affirment sur la scène mondiale, bousculent les équilibres géopolitiques et questionnent les inégalités inhérentes au système économique postcolonial dominé par l'Occident. Œuvrant à la construction d'un monde multipolaire, plus en phase avec leur poids économique et démographique, ils cristallisent les aspirations du Sud global à s'affranchir d'un ordre international perçu comme injuste, incapable de répondre à ses besoins de développement et aux grands défis de l'humanité.

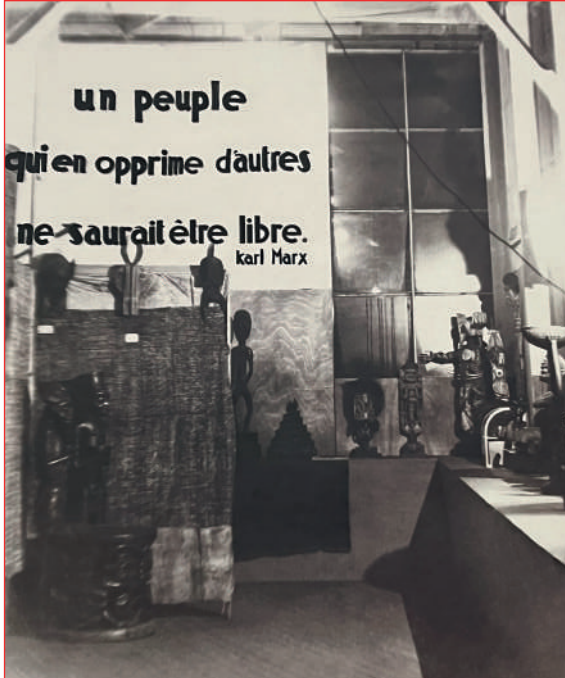
À la veille du sommet des BRICS d'août 2023 à Johannesburg, l'ambassadeur sud-africain auprès du bloc résumait bien ces aspirations : «*Le système [est semblable à] l'Afrique du Sud de l'apartheid où la minorité décide pour la majorité, rien n'a changé aujourd'hui sur la scène mondiale. Nous ne voulons pas qu'on nous dise ce qui est bon pour nous, nous voulons que les lignes de faille de l'architecture de la gouvernance mondiale actuelle soient redessinées, réformées, transformées. [...] nous voulons participer au processus de création d'une communauté mondiale plus équitable, inclusive et multipolaire [...]* » (Al Jazerra, 22 août 2023).

Réunissant les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique

du Sud, et près d'une soixantaine d'autres chefs d'État issus majoritairement du Sud global, ce sommet - le premier en présentiel depuis l'épidémie de covid-19 et l'invasion de l'Ukraine - se voulait ambitieux. Remettant en question la place prépondérante du dollar dans l'architecture financière et monétaire internationale et critiquant son utilisation comme arme par les États-Unis, dans un contexte marqué par le gel des avoirs de la Russie, l'exclusion de ses banques du réseau Swift et l'interdiction des importations de pétrole russe, il ambitionnait de libérer «*les pays émergents de la soumission aux institutions financières traditionnelles*» (Luiz Inácio Lula da Silva) à travers la promotion de modes de paiement alternatifs, basés sur les monnaies nationales, et le renforcement de la «Nouvelle banque de développement» des BRICS.

Se donnant pour thème «Les BRICS et l'Afrique : partenariat pour une croissance mutuelle accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif», le bloc entendait aussi renforcer ses liens avec le continent, dans le cadre d'une coopération Sud-Sud, «d'égal à égal», mutuellement bénéfique et fondée sur le respect strict de la souveraineté, principes cardinaux de la coalition depuis sa création. Mais cette rencontre devait surtout acter l'entrée dans le bloc de nouveaux membres. Au terme d'intenses tractations, les BRICS annoncèrent finalement l'élargissement de la coalition à six nouveaux pays, triés sur le volet, dans l'objectif évident de peser davantage sur les équilibres planétaires : Iran, Argentine, Égypte, Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Éthiopie.

Désormais, les BRICS élargis (BRICS+) comptent près de 3,6 milliards d'habitants, soit 46,6 % de la population mondiale. Leur poids économique (36 % du PIB mondial à



parité du pouvoir d'achat) dépasse celui des pays du G7 (environ 30 % du PIB mondial et 10 % de la population mondiale) – et devrait atteindre 50 % de la richesse produite mondialement d'ici 2050 (contre 20 % pour les pays du G7). Ils seront responsables de 38,3 % de la production industrielle dans le monde, compteront pour 25 % de l'ensemble des exportations totales de biens et représenteront près de 40 % des investissements mondiaux en infrastructures. Ils contrôleront aussi 54 % de la production mondiale de pétrole, plus de 53 % des réserves de gaz naturel, 40 % de celles de charbon et presque la moitié de la production alimentaire. Ils domineront, enfin, le marché des métaux et minéraux critiques et stratégiques essentiels à la transition énergétique et aux technologies de pointe (Ventura, 2023 ; Pröbsting, 2023).

Si elle a suscité un mélange de craintes et de commentaires sarcastiques dans les médias occidentaux, l'annonce de cette montée en puissance a d'emblée soulevé l'enthousiasme, au Nord comme au Sud, d'une partie des intellectuels de gauche. Ramón Grosfoguel, l'une des principales figures du courant décolonial, y voit le sacre d'une véritable « *alternative multipolaire au monde unipolaire dominé par les États-Unis et leurs alliés européens, complice de l'impérialisme* », celle d'un monde « pluriversel » et « émancipateur » parallèle qui respecte enfin la « *souveraineté* » des peuples (TeleSur, 23 août 2023) ; le sociologue marxiste argentin Atilio Borón, l'avènement « *d'un monde post-hégémonique* », une « *nouvelle réalité internationale beaucoup plus propice au développement, à l'industrialisation et à l'amélioration des conditions de vie du Sud global* » (TeleSur,

24 août 2023) ; et le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, la possibilité d'un « *capitalisme non colonial* », une alternative « *peut-être plus radicale que l'alternative entre le socialisme et le capitalisme* » (2024). Avec eux, nombreux sont ceux qui (intellectuels, journalistes de gauche et activistes) célèbrent ce qu'ils considèrent comme un coup porté à l'impérialisme, sinon au capitalisme occidental (Robinson, 2015 ; 2023). Et l'amorce d'un processus de « désoccidentalisation » du monde.

Indiscutablement, le phénomène BRICS symbolise le basculement du centre de gravité économique de la planète du Nord au Sud. La « désoccidentalisation » que beaucoup appellent de leurs vœux est bel et bien en marche. Et elle se donne à voir, essentiellement peut-être, dans les statistiques économiques. Signe d'une perte progressive d'influence des pays du centre, le monde multipolaire est en quelque sorte déjà en gestation. En témoignent notamment le refus de plus en plus marqué des pays du Sud de s'aligner sur les pays du Nord dans les grands dossiers internationaux et leur commune volonté de mettre fin à l'hégémonie du dollar, sur fond d'exacerbation des tensions internationales (Ukraine, Palestine, etc.), de reconfiguration des alliances et de rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis.

La montée en puissance des BRICS est-elle pour autant synonyme d'alternative anti-impérialiste, voire anticapitaliste, à l'ordre international et à l'hégémonie néolibérale ? Sonne-t-elle le glas d'un système néocolonial injuste, générateur d'exclusions et d'inégalités ? Préfigure-t-elle l'émergence de relations plus équilibrées entre États et de nouvelles formes de solidarité entre pays en développement ? Ouvre-t-elle la voie à d'autres modèles de développement plus à même de corriger les injustices globales et les asymétries Nord-Sud ? Bref, est-elle l'amorce d'un processus d'émancipation d'une humanité jusqu'ici marginalisée ? Ou traduit-elle simplement la volonté de ses membres de rebattre les cartes en leur faveur, sans changer fondamentalement les règles du jeu ? En dépit de leur rhétorique progressiste, les BRICS ne tendraient-ils pas plutôt à reproduire, dans leurs sphères d'influence respectives, les logiques de domination et d'exploitation qui caractérisent les relations Nord-Sud ? C'est

à ces questions que s'efforce de répondre ce nouveau numéro d'*Alternatives Sud*, prolongeant une réflexion entamée depuis plus d'une décennie sur les nouvelles coalitions d'États du Sud, leur signification, leurs enjeux, leurs perspectives et leurs limites¹.

Résurrection de l'esprit de Bandung ?

La plupart des lectures militantes du phénomène BRICS ne manquent pas d'établir une filiation, sinon des analogies, entre le bloc et d'autres formations anticoloniales d'États du Sud, à l'instar du Mouvement des non-alignés, lancé à la conférence de Bandung (Indonésie) en 1955, du Groupe des 77 créé en 1964, pour porter la voix de ce qui était alors appelé le « tiers-monde » dans les forums internationaux et du Mouvement pour un nouvel ordre international impulsé dans les années 1970.

Après près de trente ans d'éclipse, liés à l'internationalisation du modèle néolibéral, consécutive à la chute de l'URSS, le « Sud global » (appellation la plus récente de cet ancien « tiers-monde ») serait de retour sur la scène internationale. Et les BRICS en seraient l'expression la plus récente et la plus aboutie, faisant en quelque sorte revivre l'esprit de Bandung et la revendication pour un nouvel ordre économique international. Sommets après sommets, les dirigeants de pays de l'alliance ne manquent d'ailleurs jamais d'y faire allusion, y compris dans leurs déclarations communes. Difficile cependant de raccrocher les BRICS+ à ces expériences « tiers-mondistes » antérieures à la lumière de leur trajectoire, des rapports qu'ils entretiennent entre eux et des intérêts réels qui les animent.

Genèse et trajectoire

Avant toute chose, il vaut la peine de rappeler que les BRICS ne sont initialement pas le résultat d'un projet commun et concerté. Cette alliance est en réalité l'une des rares entités internationales à avoir reçu une appellation avant même que ses bases institutionnelles ou organisationnelles n'aient été

posées. Et même pensées. Ironiquement, la création des BRICS a été inspirée de l'extérieur par une grande banque occidentale, Goldman Sachs. C'est l'un de ses économistes en chef, Jim O'Neill, qui inventa l'acronyme - à l'époque « BRIC » - en 2001, pour désigner les quatre marchés internationaux (Brésil, Russie, Inde et Chine) les plus prometteurs en matière de croissance et d'investissements, appelés à exercer une influence grandissante sur la marche économique du monde. Ce n'est que plusieurs années après l'invention du terme qu'un rapprochement effectif entre ces trois grands s'est opéré et cristallisé sous forme d'« institution » (Garcia, 2019 ; Garcia et Bond, 2019 ; Stuenkel, 2020).

En fait, l'embryon de cette coalition est à trouver dans le projet IBSA, une coalition formée en 2003 par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, en réponse aux difficultés posées à ces pays par l'application restrictive des droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'OMC. Rappelons que l'Inde était alors l'un des principaux producteurs de médicaments génériques et l'Afrique du Sud et le Brésil, ses principaux acheteurs. Face à la pression des grandes firmes pharmaceutiques du Nord, ces pays cherchaient à assouplir ces droits, vécus comme une entrave à leurs échanges et un obstacle à leurs politiques sanitaires.

Reprenant la rhétorique de la coopération Sud-Sud, ils dénonçaient aussi les asymétries mondiales en matière de libéralisation agricole, questionnaient le rôle prépondérant du G8 en matière de gouvernance globale, insistaient sur le respect du droit international et réclamaient une réforme en profondeur des Nations unies et des institutions financières internationales (Bello, 2014 ; Garcia et Bond, 2019 ; Stuenkel, 2020). Comme l'affirmait alors le ministre brésilien des affaires étrangères, il s'agissait de « réorganiser le monde dans la direction attendue et souhaitée par l'écrasante majorité des êtres humains » (cité dans Stuenkel, 2020).

Même si l'IBSA n'aura pas la visibilité médiatique des BRICS ni n'atteindra leur niveau d'institutionnalisation, l'initiative marquera un premier pas décisif dans la volonté de ces « nouveaux grands » de chercher des domaines communs de coopération et d'approfondir leurs synergies. Le rapprochement avec la Russie et la Chine viendra plus tard.

1. Voir CETRI (2007), *Coalitions d'États du Sud. Retour de l'esprit de Bandung ?*, Alternatives Sud, Paris/Louvain, Syllepse/CETRI.

En 2006, les ministres des affaires étrangères de l'Inde, du Brésil, de la Chine et de la Russie organisent une première rencontre informelle, en vue de créer un espace collectif de dialogue. Ce n'est toutefois qu'en 2007-2008 qu'un véritable tournant dans leurs relations est pris, précipité par la crise financière de ces années. Venue de l'Occident, celle-ci, explique Oliver Stuenkel « *a joué un rôle décisif, non seulement parce qu'elle a renforcé le récit de la multipolarisation, mais aussi parce qu'elle a transformé les BRICS en un groupement politique* » qui va désormais œuvrer à la construction de « *positions communes dans plusieurs domaines, à commencer par la gouvernance financière internationale* » (*ibid.*).

Devant l'onde de choc provoquée par l'effondrement du système financier et la crise du crédit qu'il engendre, qui vont durablement discréditer les acteurs dominants de la gouvernance mondiale aux yeux du Sud global, les quatre pays adoptent en effet un cahier de revendications commun. En échange de leur contribution au sauvetage du système financier, ils réclament et obtiennent leur place dans le club très sélectif des puissances : le G20, plus inclusif que le G8, sera désormais considéré comme le principal espace de dialogue et de concertation sur le plan international. Ils demandent aussi une réforme en leur faveur du système des quotas au Fonds monétaire international (FMI) – ce qui leur sera accordé... aux dépens d'autres pays du Sud (Garcia et Bond, 2019).

De plus en plus conscients de leur place et de leur rôle dans les affaires du monde, ils finissent par officialiser leur rapprochement au cours d'un premier sommet organisé à Iekaterinbourg (Russie) en 2009, après avoir ouvert plusieurs canaux de discussion entre eux et organisé plusieurs réunions *ad hoc* en marge de grandes réunions internationales. Les quatre membres s'y donnent comme objectifs la recherche de solutions pour améliorer la situation économique globale, la réforme des institutions financières et le renforcement de leurs relations bilatérales, qu'ils basent sur les principes de non-ingérence, d'égalité entre partenaires et de bénéfices mutuels. Dans la foulée de ce premier sommet, ils s'accordent enfin sur la nécessité d'une nouvelle monnaie internationale de réserve, susceptible de faire contrepoids au

dollar et de stabiliser le système financier global (Stuenkel, 2020). En 2010, l'Afrique du Sud rejoint le groupe. Et se fera désormais le porte-parole du continent africain en son sein.

Porté par une dynamique d'accroissement exponentiel des échanges commerciaux entre ses membres, le groupe connaîtra ensuite un processus de « densification institutionnelle ». Entre les sommets, qui se tiendront désormais chaque année, de nombreuses réunions seront organisées pour discuter de domaines de coopération spécifiques. Et des espaces de dialogue entre agences gouvernementales ou entités non gouvernementales nationales verront le jour, dont le BRICS Business Council, le Think Thank Council and Academic Forum et le Forum de la société civile des BRICS créé en 2015 à l'initiative de Moscou (*sic*). Fidèles à leur engagement passé, les membres prendront aussi la décision de lancer un fonds de réserve (Contingent Reserve Agreement, le CRA) destiné à remédier à leurs problèmes de balance de paiement.

Ils créeront surtout une Nouvelle banque de développement (NBD), destinée à financer des projets d'infrastructures ou énergétiques sur leur sol et dans d'autres pays en développement. Dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars, la Nouvelle banque de développement des BRICS sera alors présentée comme un instrument de financement alternatif à la Banque mondiale (Garcia, 2019; Garcia et Bond, 2020; Bond, 2022). Et elle sera célébrée à ce titre, par certains commentateurs enthousiastes, comme un tournant majeur dans la reconfiguration de l'ordre économique néolibéral. À son propos, Radhika Desai écrira : « *Les pays des BRICS ont [maintenant] un mortier qui les lie : leur expérience commune et leur rejet du modèle de développement néolibéral des dernières décennies [...] ils réclament depuis longtemps la réforme du FMI et de la Banque mondiale, mais se heurtent à des résistances. Plutôt que d'attendre, ils ont décidé d'agir* » (*The Guardian*, 2 avril 2013).

Un coup porté au système de Bretton Woods ?

Insistant sur le respect de la souveraineté des États emprunteurs, l'absence de conditionnalités et la promotion d'autres devises que le dollar dans les transactions commerciales des pays membres, ces nouveaux instruments sont effectivement novateurs, au sens où ils permettent aux pays du Sud d'accéder à de nouvelles lignes de crédit et à des facilités commerciales sans avoir à se soumettre à l'obligation de réforme. Pour autant, ils ne sont pas révolutionnaires.

Dans son mode opératoire, la NDB ne se distingue pas vraiment d'autres institutions similaires, à l'instar de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) créée la même année à l'initiative de Beijing (2014). Et pas même d'autres banques de développement liées au système financier traditionnel, en dehors de l'absence - officielle - de prescriptions macroéconomiques et politiques. À l'instar du G20, de la Banque mondiale et de nombreuses banques de développement régionales et nationales, elle participe d'un même mouvement de financement des infrastructures et de projets énergétiques, pour doper la croissance des pays en développement, via notamment des accords de partenariats publics-privés (Garcia, 2017 ; 2019 ; Garcia et Bond, 2019 ; Bond, 2022).

«*En dépit [...] des attentes géopolitiques [...], note ainsi Ana Garcia, la NDB comme le CRA se sont révélés complémentaires, et non pas en opposition aux institutions multilatérales existantes.*» (2019) Comme l'affirmait en outre le premier directeur de l'institution avant la signature d'un accord de partenariat avec la Banque mondiale, la NDB n'avait pas vocation à devenir une «*banque politique*»: «*[Elle] sera guidée par des critères techniques pour l'approbation des projets. Notre accord constitutionnel est clair sur ce point. Nous voulons éviter de surpolitiser les décisions qui sont prises dans les institutions multilatérales existantes*» (cité dans Garcia, 2019).

Il en va de même pour le CRA. Son accord fondateur stipule en effet explicitement que tout emprunteur a l'obligation de demander auprès du FMI un «*paquet d'ajustements structurels*», après avoir reçu 30 % du montant emprunté. Une manière de faire revenir



la conditionnalité par la petite porte, après l'avoir bruyamment dénoncée (Garcia et Bond, 2019 ; Bond, 2022). Comme le montre aussi la pression exercée par les pays pour accroître leur poids dans les institutions financières internationales, cet exemple est révélateur du grand écart qui sépare le discours des BRICS et leurs pratiques concrètes, une ambivalence que Patrick Bond (2023) qualifie de «*talk left, walk right*» («*parler à gauche, marcher à droite*»). Nous y reviendrons.

Une coalition sinocentrée

Un autre trait qui caractérise les BRICS et relativise les principes d'égalité et de bénéfices mutuels sur lesquels est fondée leur coopération est la prépondérance absolue de la Chine, laquelle d'ailleurs est difficilement assimilable à un pays du Sud global, à l'instar de la Russie. Rappelons que la Chine compte pour plus de 70 % de la richesse produite par l'ensemble des pays du bloc (avant son élargissement). Son PIB (2022) dépasse les 18 000 milliards de dollars, alors qu'il n'est que d'environ 3 400 milliards pour l'Inde, 2 215 pour la Russie, 1 924 pour le Brésil et d'à peine 420 milliards de dollars pour l'Afrique du Sud. Autrement dit, l'économie chinoise est cinq fois plus grande que celle de l'Inde. Et respectivement huit, neuf et presque quarante-trois fois plus importante que celle de la Russie, du Brésil et de l'Afrique du Sud².

2. Voir <https://fr.statista.com>.

Le niveau de développement industriel de la Chine explique ce grand écart. Il se reflète aussi dans la structure des échanges entre le géant asiatique et les autres membres historiques de la coalition, qui s'apparente à un rapport Nord-Sud ou centre-périphérie. Si les échanges entre la Chine et l'Inde sont relativement équilibrés, les exportations chinoises vers la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud sont essentiellement constituées de produits manufacturés ou semi-manufacturés, tandis que les importations chinoises en provenance de ces derniers pays sont constituées principalement de matières premières - minerais, pétrole, gaz et produits alimentaires.

Compte tenu de ces déséquilibres manifestes, considérer les BRICS comme un «groupe de solidarité en lutte contre l'impérialisme» tient de la mystification, selon le journaliste progressiste et activiste argentin Carlos Carcione. «*Les énormes inégalités qui existent au sein des BRICS les rendent fonctionnels aux plans et aux besoins chinois*» (2023), en dépit des principes d'égalité stricte des partenaires et de bénéfices mutuels sur lesquels est fondée l'alliance. Cela indique aussi que la Chine est en mesure d'exercer une influence décisive - et de plus en plus importante - sur les grandes orientations prises par les BRICS, et de modeler les institutions qui lui sont liées en fonction de ses intérêts.

Il en va ainsi de la décision prise par le bloc (appuyée également par la Russie) de s'élargir à de nouveaux membres, en dépit de la forte résistance de l'Inde et du Brésil, lesquels ont fini par céder. L'unanimité de façade et les poignées de main qui ont suivi l'annonce de l'élargissement masquent en réalité mal les nombreuses lignes de fracture entre les membres de la coalition (Stuenkel, 2023).

Lignes de fracture et divisions

Le refus des pays membres des BRICS de participer aux sanctions contre la Russie et d'adhérer au récit occidental sur la guerre en Ukraine, au grand dam de l'Europe et des États-Unis, leur volonté commune de réformer les institutions financières internationales et de mettre fin à la domination du dollar, de même que leur convergence aux Nations unies sur plusieurs grands dossiers

internationaux, projettent l'image d'un groupe uni, soudé autour de valeurs communes et d'une vision cohérente des relations internationales, sinon celle d'un bloc homogène en lutte contre les puissances occidentales.

Le récit d'une confrontation entre l'Ouest et les autres («*The West against the Rest*») est certes au cœur des discours des dirigeants russes et, dans une moindre mesure, chinois. Il manifeste leur volonté de transformer le groupe en bloc de solidarité contre-hégémonique, opposé à l'Occident dit «collectif». Rappelant régulièrement la responsabilité des Occidentaux dans la multiplication des conflits et l'oppression séculaire des peuples du Sud, cette rhétorique est destinée à ces derniers. Elle se veut mobilisatrice.

Reste que les autres membres historiques des BRICS n'envisagent nullement cette alliance comme un bloc anti-occidental. Pragmatiques, les présidents brésilien, indien et sud-africain n'ont cessé de le rappeler. Bien qu'ils contestent aux puissances occidentales le monopole de la décision sur la marche du monde et revendiquent la place qui leur est due dans la gouvernance mondiale, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud entendent maintenir de bonnes relations avec les États-Unis et l'Europe, lesquels sont des partenaires commerciaux de premier plan. Soucieux de conserver leur autonomie et enclins à privilégier des alignements multiples, ces pays sont engagés dans diverses formes de partenariat stratégique avec le Nord, y compris sur le plan militaire, à l'exemple du «Dialogue quadrilatéral pour la sécurité», le «Quad», qui regroupe les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde en réaction à la montée en puissance de la Chine.

Il s'agit là d'une première grande ligne de fracture. Elle s'exprime, entre autres, dans les tensions persistantes entre l'Inde et la Chine. Et elle s'est également manifestée dans les débats sur l'élargissement promu essentiellement, on l'a vu, par la Russie et la Chine. Craignant de voir leur propre influence diluée dans un groupe élargi, l'Inde et le Brésil s'y sont longtemps opposés (Stuenkel, 2023).

À l'avenir, cet élargissement pourrait faire naître une deuxième ligne de fracture au sein du groupe, opposant régimes autocratiques et démocraties, l'entrée dans la coalition de l'Égypte, de l'Éthiopie, de l'Arabie saoudite,

des Émirats arabes unis et de l'Iran plaçant *de facto* les gouvernements démocratiques (Brésil, Afrique du Sud) ou se présentant comme tels (Inde) dans une position minoritaire au sein du bloc élargi. Et ce, davantage encore depuis le retrait de l'Argentine du processus d'adhésion sur décision de son nouveau président, Javier Milei, bien plus soucieux de renforcer les liens de son pays avec Washington et le FMI (*ibid.*).

Une troisième ligne de fracture, qui recoupe la première, tient enfin au statut international de leurs membres, la Russie et la Chine étant à la fois puissances nucléaires (avec l'Inde) et membres permanents du Conseil de sécurité. Face aux demandes répétées de l'Inde et du Brésil d'occuper un siège permanent au Conseil de sécurité, Chine et Russie font bloc, étant peu disposées à partager leurs privilèges avec les nouveaux aspirants (Garcia et Bond, 2019; Stuenkel, 2023).

Une alliance opportuniste

En fait, comme le montrent, dans cet *Alternatives Sud*, Laerto Apolinário Júnior et Giovana Dias Branco à propos des positions adoptées par les pays des BRICS sur le conflit russo-ukrainien, leur alignement sur plusieurs grands dossiers internationaux tient plus à des considérations économiques et géostratégiques intéressées qu'à des motifs d'ordre politique ou idéologique. C'est aussi ce mélange de considérations pragmatiques, d'intérêts contingents et de souverainisme sourcilieux qui a orienté la cooptation des nouveaux membres et, dans l'autre sens, motivé l'adhésion de ces derniers aux BRICS.

Cette coalition souple d'acteurs aux intérêts divergents aspire certes à corriger certains déséquilibres flagrants au niveau international, mais qualifier d'«*anti-impérialiste un groupe composé de dirigeants comme Modi (Inde), Mohammed ben Salmane (Arabie saoudite) et Sissi (Égypte), proches alliés des États-Unis*», est «*une exagération grossière*» relève Prabhat Patnaik (2023). Qu'est-ce d'ailleurs l'agression russe de l'Ukraine si ce n'est une guerre de nature impériale, ou encore les conflits par procuration menés par l'Arabie saoudite et l'Iran, au mépris des principes chers aux BRICS de non-ingérence et de respect de la souveraineté? Comment qualifier la guerre menée au Tigré par le

gouvernement éthiopien? Ou encore la répression par la Chine du peuple ouïghour? Et celle, par l'Inde, de sa population musulmane?

Comme le rappellent Tithi Bhattacharya et Gareth Dale dans cet ouvrage, le Mouvement des non-alignés et celui pour un Nouvel ordre économique international étaient guidés par des valeurs, une idéologie et des engagements politiques communs forts: rejet du colonialisme, dénonciation de l'occupation israélienne en Palestine et de l'apartheid en Afrique du Sud, remise en cause des injustices socioéconomiques, affirmation des solidarités Sud-Sud ou encore promotion de modèles de développement alternatifs (nationalisation des ressources, réglementation des sociétés transnationales, annulation des dettes, transfert de technologies en provenance des pays riches, etc.).

L'on ne trouve rien de tel dans les BRICS+. En témoigne la timidité avec laquelle ils ont condamné l'invasion israélienne à Gaza (en raison, surtout, de la proximité entre l'Inde de Modi et l'État d'Israël, et du rapprochement, actuellement gelé, entre ce dernier et l'Arabie saoudite). Mais aussi la nature des rapports économiques que les membres de la coalition entretiennent avec les autres pays du Sud, aux antipodes de l'idée de solidarité Sud-Sud dont ils se font les champions.

BRICS et Sud global : partenariat salutaire ou relation piégée ?

Au-delà des énormes ressources, sous forme de prêts, d'investissements, d'aide et d'offres de service, qu'ils mettent à disposition des pays du Sud, de leur dénonciation des déséquilibres planétaires et de leur critique du double standard de l'Occident, la rhétorique de la «coopération Sud-Sud» des BRICS séduit de nombreux pays en développement, échaudés par des décennies d'ajustements économiques et d'endettement aux conséquences désastreuses pour leur population. Et ce d'autant plus que les membres des BRICS ne sont pas considérés comme d'ex-puissances coloniales et sont par conséquent immunisés contre le ressentiment qui alimente, au Sud, un rejet de l'Occident.

Reprenant les éléments de langage de la solidarité Sud-Sud chère aux anciens

mouvements anticoloniaux (bénéfices mutuels, multilatéralisme, coexistence pacifique, non-ingérence dans les affaires internes, respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, justice économique, etc.), ce discours alimente la croyance selon laquelle les rapports économiques noués entre les BRICS et les pays du Sud global seraient moins déséquilibrés, plus équitables et en phase avec les besoins et aspirations des populations des pays pauvres. Somme toute, les BRICS seraient porteurs de nouvelles pratiques de coopération et de développement à même de corriger les inégalités socioéconomiques globales. L'analyse de cette relation donne cependant à voir une tout autre réalité.

Une matrice Nord-Sud

Les deux premières décennies du 21^e siècle ont été marquées par une croissance exponentielle des échanges entre les BRICS et les pays d'Afrique, ainsi que par une très forte hausse des investissements réalisés dans de nombreux pays africains, auxquels s'ajoutent d'importants flux financiers sous forme d'aide et de prêts. Cette densification des relations suggère que les émergents jouent un rôle majeur dans le décollage économique du continent et la reprise de son

développement. Or, force est de constater que la nature de cette relation tend à reproduire la dichotomie traditionnelle entre centres et périphéries, renforçant la position subordonnée des pays africains dans la division internationale du travail et les cadennassant dans un rôle quasi exclusif d'exportateurs de matières premières et d'importateurs de produits manufacturés. Ainsi, les exportations chinoises vers l'Afrique sont constituées à 95 % de biens transformés, tandis que les produits primaires représentent près de 90 % des exportations africaines vers la Chine (pétrole et minerais essentiellement, 59 et 26 % respectivement en 2010). Les investissements chinois en Afrique sont également majoritairement orientés vers ces secteurs (pétrole, gaz, industrie minière, etc.), ainsi que vers ceux de l'énergie et des infrastructures connexes qui leur servent de plateforme logistique. Il en va de même pour les aides liées et les prêts chinois (CETRI, 2011 ; Dodd, 2020).

Bien qu'ils exportent pour l'essentiel des produits primaires vers la Chine (à l'exception de l'Inde), dans leurs rapports économiques avec les pays africains, les autres membres historiques des BRICS présentent un profil Nord-Sud similaire, quoiqu'à une échelle bien moindre. L'Inde exporte vers l'Afrique des biens manufacturés, des produits pharmaceutiques et des services. La Russie essentiellement de l'armement, des engrais et certaines technologies de pointe (dans le secteur nucléaire notamment). Et le Brésil et l'Afrique du Sud, des biens manufacturés, des produits alimentaires et des produits chimiques. En retour, ils importent d'Afrique principalement du gaz, du pétrole, des minerais et des ressources énergétiques. C'est également vers ces secteurs et celui des infrastructures que la Russie, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud dirigent le gros de leurs investissements.

Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de sécuriser l'accès à ces ressources indispensables à leur propre croissance, de stimuler l'expansion de leurs propres entreprises sur le continent et de gagner en influence politique. Présentés sous l'étiquette de la coopération Sud-Sud, les projets financés par la Banque nationale de développement du Brésil en Afrique durant les deux premiers mandats de Lula devaient ainsi permettre



aux entreprises brésiliennes d'étendre leurs opérations sur le continent et de soutenir l'agrobusiness du pays en dynamisant les exportations alimentaires vers ces nouveaux marchés (Amisi et col., 2016 ; Dodd, 2020).

Entre la Chine et l'Amérique latine, la structure des échanges, ainsi que la nature et la cible des investissements ne sont pas tellement différentes, comme le montrent Maristella Svampa et Ariel Slipak dans cet *Alternatives Sud*. Présentée comme complémentaire dans les déclarations officielles, cette relation est tout aussi déséquilibrée. Non seulement elle tend à renforcer la matrice extractiviste du continent, au détriment d'autres activités à plus forte valeur ajoutée, mais elle place aussi l'Amérique latine dans un nouveau rapport de dépendance. C'est ce que Maristella Svampa et Ariel Slipak appellent le « consensus des matières premières », lequel serait sur le point d'être remplacé par un « consensus de la décarbonation » à mesure que la course internationale aux sources d'énergie durable se fait de plus en plus intense dans le cadre de la transition énergétique (voir CETRI, 2023).

Des logiques d'accumulation et d'exploitation similaires

Ainsi, loin d'être une relation « gagnant-gagnant » ou mutuellement bénéfique, la « coopération » entre les BRICS et les autres pays en développement s'inscrit dans un échange inégal. Au même titre que le rapport Nord-Sud. « *Alors que les pays des BRICS cherchent à s'affirmer comme un groupe cohérent dans les forums multilatéraux, en Afrique, chacun d'entre eux à sa propre approche et stratégie compétitive. Dans le contexte plus large d'accumulation capitaliste, l'action des BRICS se base sur une logique de compétition pour les ressources naturelles et l'accès aux marchés qui est impérialiste par nature et ramène le colonialisme à l'époque moderne* » (Garcia, 2017).

Derrière la rhétorique, le modus operandi est donc fondamentalement le même. La logique d'accumulation et d'exploitation est similaire : il s'agit de faire main basse sur les ressources locales, de favoriser l'expansion de leurs champions économiques nationaux, de doper leur propre croissance et de trouver de nouveaux débouchés pour leurs

exportations, au risque de compromettre l'industrialisation des autres pays en développement (Amisi et col., 2016 ; Garcia, 2017)

Sur le terrain, les effets sociaux et environnementaux des projets lancés et financés par les BRICS sont les mêmes : accaparement des terres et des ressources, spoliation des communautés locales, course au moins-disant social, destruction des milieux naturels. Suscitant la résistance des communautés dépossédées, ils sont aussi à l'origine d'une multiplication des conflits socio-environnementaux, comme le montrent le cas des investissements chinois en Amérique latine et celui des investissements brésiliens dans le corridor logistique de Nacala au Mozambique³.

Aussi, Baruti Amisi n'hésite-t-il pas à comparer la concurrence pour les ressources africaines à laquelle se livrent les pays des BRICS entre eux et avec l'Ouest, à un nouveau « scramble for Africa » : « *À mesure que les BRICS poursuivent leur pénétration en Afrique, les gagnants sont les grandes entreprises multinationales et parastatales, y compris celles qui sont basées dans les pays industrialisés [...] qui achètent des produits finis ou semi-finis aux BRICS, de même que les élites locales qui facilitent le pillage par la corruption [...] et l'accès à notre énergie à moindre coût* » (Amisi et col., 2016).

Certes, présenté comme une condition sine qua non de la diversification et de l'essor économique du continent, l'accent mis sur l'infrastructure pourrait combler un réel besoin. De même, l'accès à de nouveaux canaux de financement non conditionnés donne davantage de marge de manœuvre politique aux pays du Sud. Mais ces financements dirigés répondent principalement aux intérêts des BRICS et à ceux de leurs entreprises. Vue sous cet angle, la construction de routes, de barrages, de ports ou de voies de chemin de fer ne diffère guère des grands projets coloniaux d'antan, fait remarquer Baruti Amisi : il s'agit « *d'extraire aussi vite que possible des produits primaires pour le marché mondial* » (*ibid.*).

De même, l'absence officielle de conditionnalité ne va pas sans entraîner d'effets pervers. Elles permettent entre autres à des

3. Voir l'article de Svampa et Slipak et celui de Garcia et Kato dans cette livraison.

régimes autoritaires de se soustraire à leurs obligations en matière de respects des droits humains et de protection de l'environnement. En outre, elle n'est pas absolue, comme le montrent les financements chinois implicitement liés au refus par le pays récipiendaire de reconnaître Taiwan ou encore les conditions d'accès au CRA (voir supra). Il n'échappe par ailleurs pas à l'observateur avisé que les financements et les investissements chinois (et parfois ceux des autres pays des BRICS) sont presque toujours «conditionnés» à un accès privilégié aux ressources naturelles (Garcia, 2017 ; Dodd, 2020).

Bien que leurs conditions d'accès soient plus favorables, les prêts accordés aux autres pays du Sud par ces nouveaux donateurs ne sont pas non plus sans conséquences. Susceptible d'entraîner les pays du Sud dans une nouvelle spirale d'endettement et de dépendance, cette nouvelle forme de dette risque également de «renforcer une matrice productive basée sur l'exportation de biens primaires et annuler ou affaiblir, par conséquent, les opportunités de développement d'un cadre de production plus diversifié [...]». *Compte tenu de la volatilité des prix des matières premières, cela signifie que les économies africaines deviennent encore plus vulnérables»* (Garcia, 2017).

Un «néolibéralisme avec des caractéristiques du Sud»

En 2013, déjà, l'économiste indien Vishay Prashad faisait part de ses doutes quant à la capacité, sinon à la volonté, de cette coalition de remettre radicalement en cause la mondialisation libérale. Celui qui avait longtemps considéré ce bloc naissant comme l'acte fondateur d'un nouvel ordre économique international constatait, amer, que les élites de ces pays, sorties gagnantes de plusieurs décennies de politiques néolibérales, tenaient bien plus à se joindre au système de gouvernance mondiale existant qu'à le transformer.

Outre le peu de radicalité des réformes demandées axées principalement sur un meilleur partage des responsabilités, l'absence d'une idéologie économique alternative portée par les membres de la coalition et son opposition molle à l'unilatéralisme des États-Unis et de l'OTAN, il pointait la

continuité, en leur sein, de politiques axées essentiellement sur la vente de «*commodities*», le maintien de bas salaires et le recyclage du surplus transformé en crédits offerts au Nord, aux dépens de leur propre population, soit la poursuite d'un modèle qu'il n'hésitait pas à qualifier de «néolibéralisme avec des caractéristiques du Sud» (2013).

Une décennie plus tard, le constat n'a pas fondamentalement changé. Déclaration après déclaration, les BRICS n'ont eu de cesse de s'ériger en défenseurs du libre-échange. En la matière, le Brésil constitue un cas d'école. Quel que soit le gouvernement au pouvoir, la libéralisation des échanges agricoles est au cœur de ses priorités internationales. Estimant que les barrières commerciales (quelles qu'elles soient, y compris les réglementations environnementales) et les subsides sapent injustement la compétitivité de son important secteur agricole, ses efforts déployés à l'OMC et les coalitions *ad hoc* qu'il y a formées depuis le début des années 2000, ont toujours visé l'obtention d'un marché agricole mondial libre et sans entraves.

À l'évidence, cette politique internationale ne peut être interprétée comme une défense des «intérêts» de la société brésilienne dans son ensemble contre le capitalisme occidental ou impérial, ironise le sociologue William Robinson. Elle est plutôt l'illustration du poids politique du complexe agro-industriel, que l'auteur voit comme une composante du vaste réseau d'acteurs transnationaux, «*comprenant à la fois des États et des institutions inter- et intraétatiques, à travers lesquels les transnationales, leurs agents politiques et leurs alliés organisent le capitalisme mondial et les conditions de l'accumulation transnationale dans la poursuite de leurs intérêts de classe ou de groupe*» (2015).

Une telle lecture, qui tord le cou aux oppositions binaires Nord-Sud et aux interprétations «campistes», permet de rendre compte de l'absence ou de la quasi-absence de critères sociaux et environnementaux encadrant les investissements des émergents ailleurs dans le Sud, abandonnés, au nom du respect strict de la souveraineté, à l'appréciation d'États récepteurs. Elle explique aussi le peu d'empressement des BRICS à lutter contre les inégalités chez eux, parmi les plus élevées au monde, le peu de cas qu'ils font

des questions environnementales ou encore leur réticence à appuyer certaines réformes indispensables au niveau international.

Il en va ainsi de la lutte contre les paradis fiscaux, bel exemple du «*talk left, walk right*» des BRICS. Alors que ceux-ci prétendent bruyamment réformer l'architecture financière internationale, ils n'ont jamais présenté de plan de lutte contre le secteur de la finance offshore. Et continuent d'ailleurs de figurer parmi les principaux utilisateurs de ces paradis fiscaux. Le Brésil est actuellement le second emprunteur sur les marchés offshore. La Chine, par l'intermédiaire de ses sociétés d'État, est l'un des premiers clients des banques des Îles vierges britanniques, tandis que l'Inde utilise largement l'île Maurice pour placer et rapatrier ses capitaux (d'Afrique essentiellement). L'utilisation des paradis fiscaux par les oligarques russes est de notoriété publique. Le commerce des hydrocarbures russes s'effectue le plus souvent via ces juridictions opaques, lesquelles jouent d'ailleurs un rôle central dans le contournement des sanctions.

Or, il n'est pas inutile de rappeler que près de 7,8 trillions de dollars, soit 8 % de la richesse produite mondialement et 40 % des profits des entreprises multinationales, sont dissimulés dans ces banques. Et que celles-ci constituent l'un des principaux instruments de captation de la richesse en provenance du Sud.⁴ Bref, notent les auteurs d'un article consacré à la question «*les pays des BRICS sont tout aussi impliqués dans le monde offshore que les économies occidentales qu'ils dénoncent. La réalité, c'est que leur gouvernement et leurs élites politiques bénéficient et ont tous deux besoin [de ce] monde financier*» (Binder et Soares de Oliveira, 2023).

Comme le montrent, enfin, Ana Garcia et col. (2017; 2023), les accords bilatéraux d'investissement (ABI) signés entre BRICS et pays en développement ne diffèrent guère, ou très peu, de ceux promus par les pays du Nord. Ils sont conçus avant tout pour protéger leurs investissements et les intérêts de leurs multinationales (24 % des 500 plus

grandes compagnies de la planète en 2016) contre de potentiels litiges avec les autorités ou les populations locales. Tout comme les accords de libre-échange que les BRICS multiplient en parallèle, ces ABI tendent également à «maintenir l'ordre néolibéral», en imposant un cadre juridique favorable aux investisseurs et en stimulant la compétition entre pays riches en matières premières.

Entraînant les mêmes bouleversements socioéconomiques, politiques et écologiques, ces accords contribuent tout autant à l'aggravation des crises systémiques du capitalisme. Et ce n'est pas l'entrée dans la coalition de pays comme les Émirats arabes et l'Arabie saoudite, comptant parmi les premiers producteurs mondiaux d'hydrocarbures et grands utilisateurs des paradis fiscaux, ou comme l'Iran, l'Éthiopie et l'Égypte, réputés (comme les deux premiers) pour leurs bilans catastrophiques en matière de droits sociaux et humains, qui donnera une inflexion progressiste à la trajectoire des BRICS+. Elle pourrait au contraire accélérer le basculement vers un capitalisme multipolaire et autoritaire, aux antipodes du projet refondateur qui animait les protagonistes de la conférence de Bandung.

Contre le capitalisme multipolaire, refonder l'internationalisme

«Depuis la dernière réunion des BRICS, note Branko Marčetić, les commentateurs occidentaux oscillent entre alarmisme et ironie. Les uns déplorent la fin d'un monde dominé par l'Occident et dénoncent l'hydre chinoise. Les autres relativisent la signification d'une alliance qui réunit désormais la moitié de la planète. Ces réactions témoignent de la crainte des élites occidentales de voir les États-Unis perdre leur statut de superpuissance (notamment militaire et monétaire). Elles empêchent de porter un regard lucide sur la dynamique en cours - celle d'une multipolarisation progressive du monde, sans rupture brutale avec les États-Unis, lesquels conservent de bonnes relations avec la majorité des membres des nouveaux BRICS. [...] Le risque principal de cette alliance réside plutôt dans le peu de changements qu'elle est capable d'apporter. Un ordre multipolaire remettrait-il en cause la nature du système économique dominant, et

4. Selon le PNUD, près de 88,6 milliards de dollars quittent chaque année l'Afrique sous forme de flux de capitaux illicites, somme qui pour l'essentiel se retrouve dans les réseaux offshore.

l'asymétrie entre États faibles et puissants ?» (2023).

Il est permis d'en douter, compte tenu de la trajectoire des BRICS, de leurs orientations et de la nature des relations qu'ils entretiennent avec les autres pays du Sud. Leur montée en puissance contribue certes à un rééquilibrage nécessaire des rapports de pouvoir au niveau mondial, et à l'élargissement des marges de manœuvre politiques des États du Sud global face aux pressions et injonctions des pays du Nord et des institutions financières internationales. Que quarante pays aient exprimé leur intérêt à rejoindre les BRICS, en plus des vingt pays qui ont officiellement déposé leur candidature avant le sommet de Johannesburg, est significatif. Cela illustre combien le rejet de l'ordre international dominé par l'Occident est profond dans le reste du monde, tout comme l'attire pour un monde multipolaire. Il faut en tenir compte.

Pour autant, rien ne permet d'affirmer que l'on s'achemine vers davantage de justice socioéconomique. Bien qu'ils militent pour un meilleur partage des rôles et des responsabilités au niveau international et contestent l'hégémonie du dollar, les BRICS ne se montrent guère enclins à réformer en profondeur le système économique international, dans le sens d'une meilleure redistribution de la richesse au profit des pays les plus pauvres. Au contraire, les rapports que les membres des BRICS entretiennent avec leur arrière-pays et les pays du Sud tendent *de facto* à reproduire les rapports de domination de type colonial qui caractérisent la relation Nord-Sud. Sur le terrain, les effets sont les mêmes.

En ce sens, loin de remettre en cause les injustices structurelles aggravées par la mondialisation, les BRICS+ risquent de les amplifier : *«Le schéma reste le même à peu de chose près, avertit Souleymane Gassama : terre d'avenir, de jeunesse, de ressources encore abondantes, victime d'une fragilité structurelle à bien des égards malgré les différences de fortunes entre pays et régions, le continent [africain] continue d'être perçu comme une opportunité, avec un mélange de prédation capitaliste brutale associé à un soft power, où il s'agit pour les nouveaux arrivants de jouer aussi sur les affects et leur absence de passif colonial»* (RIS, 2023).

Rappelons ici aussi à ceux qui voient dans les BRICS+ un facteur de stabilité et de paix que la Russie et certains des nouveaux adhérents (Arabie saoudite, Iran, Éthiopie) ont été ou sont toujours engagés dans des conflits meurtriers, directement ou par procuration, ou des politiques de puissance. Et que la force d'attraction des BRICS+ n'est pas sans lien avec le piètre bilan affiché par plusieurs de ses membres en matière de démocratie et de droits humains, leur répression féroce de toute forme de contestation, voire leur rejet assumé de l'«universalisme», présenté comme une imposition néocoloniale et instrumentalisée comme tel pour justifier l'écrasement de toute velléité de protestation.

En 2015 déjà, William Robinson mettait en garde contre la tendance de beaucoup de militants et d'intellectuels de gauche à interpréter les BRICS comme une alternative progressiste et/ou anti-impérialiste au monde unipolaire dominé par l'Occident, au risque de se faire les supporters de régimes répressifs et des élites transnationales qui les gouvernent et tirent précisément leur richesse de l'intégration au marché global.

Outre que cette vision ne correspond pas à la réalité, l'essentiel pour les BRICS étant de «construire un capitalisme plus expansif et équilibré» (2015), une telle lecture brouille les repères de la gauche mondiale. Elle participe d'une vision manichéenne du monde réduisant les rapports internationaux à une opposition irréductible entre blocs. Et elle contribue à nourrir les politiques identitaires, en présupposant qu'il existerait une convergence d'intérêts prioritaire entre catégories sociales à l'intérieur d'un même cadre géographique. Ce faisant, elle affaiblit les solidarités nécessaires entre victimes de la concurrence inter-impérialiste opposant le Nord aux puissances émergentes locales.

Comme l'explique, en effet, l'activiste féministe indienne Kavita Krishnan dans cet *Alternatives Sud*, l'adhésion acritique au concept de multipolarité, nouveau cheval de bataille de la gauche indienne, conduit à renoncer à des solidarités naturelles (avec la résistance ukrainienne notamment) et même à reproduire la rhétorique de la droite hindoue la plus réactionnaire, passée maître dans l'instrumentalisation de la notion à des fins électoralistes. Face à cette tendance délétère, elle exhorte la gauche à réinitialiser sa

boussole pour corriger cette «*trajectoire désastreuse qui lui fait parler le même langage que les tyrans*».

Au lieu de célébrer l'avènement d'une multipolarité conflictuelle, pendant des théories réactionnaires du choc des civilisations, la gauche du Nord comme du Sud serait plus inspirée d'en revenir à ses fondamentaux, soit s'efforcer de bâtir des ponts solides entre les populations en lutte pour leurs droits: résistants palestiniens, défenseurs ukrainiens, pacifistes russes, féministes iraniennes, paysans sans terre brésiliens, Ouïghours en Chine, militants des droits humains dans le monde arabe, travailleurs pauvres états-uniens, musulmans indiens, communautés rurales et indigènes d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui résistent à l'accaparement de leurs terres, à l'avancée du modèle extractiviste, aux grands projets d'infrastructures, etc. Le salut de l'humanité ne repose pas sur les BRICS, comme l'insinue Boaventura de Sousa Santos (2024). Il repose sur la capacité des forces progressistes à jeter les bases d'un nouvel internationalisme qui ne céderait pas aux lectures binaires du monde, facteurs de tensions autant que de divisions en leur sein.

Bibliographie

- Al Jazeera (2023), «Can BRICS end "apartheid" against the Global South», 22 août.
- Amisi B., Bond P., Kamidza R., Maguwu F et Peek B. (2015), «BRICS corporate snapshots during African extractivism», dans Bond P. et Garcia A. (dir.), *BRICS: An Anticapitalist Critique*, Pluto Press.
- Bello W. (2014), «The Brics and Global Capitalism», *TNI Working Paper "Shifting power/Critical Perspectives on Emerging Economies"*, Transnational Institute-Focus on the Global South, septembre.
- Binder A. et Soares de Oliveira R. (2023), «BRICS hypocrisy on offshore reform», *Politico*, 6 septembre.
- Bond P. (2022), «Quelles conditionnalités pour la Banque des BRICS?», dans CETRI, *Économies du Sud: toujours sous conditions néolibérales?*, Alternatives Sud, Paris, Syllepse.
- Bond P. (2023), «Les BRICS ou la "schizophrénie" du sous-impérialisme», dans CETRI, *Anticolonialisme(s)*, Alternatives Sud, Paris, Syllepse.
- Carcione C. (2023), «Es progresivo el ingreso del país a los BRICS?», *Aporrea*, 1^{er} septembre.
- CETRI (2011), *La Chine en Afrique. Menace ou opportunité pour le développement*, Alternatives Sud, Paris, Syllepse.
- CETRI (2023), *Transition «verte» et métaux «critiques»*, Alternatives Sud, Paris, Syllepse.
- Desai R. (2013), «The BRICS are building a challenge to western economy supremacy», *The Guardian*, 2 avril.
- de Sousa Santos B. (2024), «Tercera guerra mundial, los BRICS y la salvación de la planeta», *OtherNews*, 3 janvier.
- Dodd N. (2021), «Bric's trade with Africa: long live the new king, just like the old king», dans van der Merwe J., Bond P. et Dodd N. (dir.), *BRICS and Resistance in Africa: Contemption, Assimilation and Co-optation*, Bloomsbury Publishing.
- Garcia A. (2017), «BRICS investments agreements in Africa: more the same?», *Studies in Political Economy*, 98-1.
- Garcia A. (2019), «BRICS, the New Development Bank and political economy of South-South relations», Presentation at the International Studies Association, Toronto, 27-30 mars.
- Garcia A. et Bond P. (2019), «Amplifying the contradictions: The centrifugal BRICS», *Socialist Register*, vol. 55, p. 224-246.
- Garcia A. S. et Curty Pereira R. (2023), «Political economy of Sout-South relations: an analisis of Brics'investment protection agreements in Latin America and the Caribbean», *Third World Quarterly*, vol. 44, p. 57-75.
- Marcelet B. (2023), «De quoi la peur des BRICS est-elle le nom?», *Le vent se lève*, 18 septembre.
- Patnaik P. (2023), «Behind BRICS expansion», *IDEAS*, 4 septembre.
- Prashad V. (2013), *Neoliberalism with Southern Characteristics. The Rise of BRICS*, Rosa Luxemburg Stiftung, New York Office.
- Pröbsting M. (2023), «BRICS, an imperialist-led alliance», *Links*, 30 août.
- Revue internationale et stratégique - RIS* (2023), «Il est essentiel de désaliéner l'Afrique d'elle-même et de ce qu'elle est censée être, mais plus encore l'Occident de lui-même», grand entretien avec El Hadj Souleymane Gassama (Elgas), n° 130, été.
- Robinson W.I. (2023), «The unbearable manicheism of the "anti-imperialist left"», *The Philosophical Salon*, 7 août.
- Robinson W.I. (2015), «The transnational state and the BRICS: a global capitalism perspective», *Third World Quarterly*, vol. 36, n° 1.
- Stuenkel O. (2020), *The BRICS and the Future of the Global Order*, Lexington Books, deuxième édition.
- Stuenkel O. (2023), «Brics face are reckoning. Enlargement would be a sign not of the group's strength, but of China's growing influence», *Foreign Policy*, 22 juin.
- Ventura C. (2023), *BRICS: Vers un monde plus multipolaire*, Note d'actualité IRIS-AFD, décembre.

Laurent Delcourt est historien et sociologue, chargé d'étude au Centre tricontinental (CETRI, Louvain-la-Neuve).

Article publié dans la revue *Alternatives Sud*, n°31, *BRICS+ : une alternative pour le Sud global?*, 2024, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/CETRI.

L'occupation du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité

Monique Chemillier-Gendreau

Merci, Monsieur le président.

1. C'est au nom de l'Organisation de la coopération islamique que j'ai l'honneur de me présenter devant vous ce matin. Et je reviendrai ici sur trois éléments de la situation sur laquelle vous aurez à rendre votre avis.

Les négociations en cours comme obstacle supposé à la compétence de la cour

2. Quelques-uns des États participant à la présente procédure ont demandé à votre juridiction de décliner sa compétence. Ils estiment que l'avis demandé perturberait des négociations prétendument en cours entre les protagonistes, alors que ces négociations seraient le seul chemin vers la paix¹.

3. Mais il faut préalablement établir les faits. Les établir dans toute leur vérité est une condition indispensable à l'établissement de la justice. Y a-t-il des négociations en cours entre Israël et la Palestine ? La vérité sur cette question, c'est qu'il n'y en a plus. Il s'agit d'un mythe qui a été entretenu artificiellement longtemps, mais qui, à la lumière des événements, s'est effondré de l'aveu même des intéressés.

4. La Cour est-elle en mesure d'établir la vérité sur ce point ? Certains participants à cette procédure ont soutenu que vous devriez décliner votre compétence en raison d'une supposée difficulté à accéder aux faits. Mais le dossier qui vous a été fourni par les services des Nations Unies eux-mêmes comporte tous les éléments sur lesquels vous pouvez fonder l'avis qui vous est demandé.

5. Il est ainsi avéré que les accords d'Oslo remontent à 1993 et 1995, que leurs objectifs devaient être atteints au plus tard en 1999, que cette échéance n'a pas été tenue, que par la suite des réunions ont eu lieu à Charm el-Cheikh en 1999, à Camp David en 2000, et sont restées infructueuses. À partir de là, ni le redéploiement d'Israël ni le renforcement de l'autonomie de l'Autorité palestinienne ne se sont concrétisés.

6. L'horizon des accords d'Oslo était lié au respect des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité qui y sont explicitement mentionnées. Ce respect impliquait le retrait par Israël du Territoire palestinien occupé en 1967. L'article 18 de la convention de Vienne sur le droit des traités dispose que les États parties à un accord doivent s'abstenir d'actes qui priveraient ce traité de son objet et de son but. Or Israël, en implantant à marche forcée des colonies juives sur le territoire palestinien, a privé les accords d'Oslo de leur objet et de leur but.

7. Et les responsables politiques d'Israël ont confirmé la mort des négociations en dénonçant les accords d'Oslo dès les années 2000, c'est-à-dire il y a plus de vingt ans. Ariel Sharon avait alors déclaré au journal *Haaretz* : « On ne continue pas Oslo. Il n'y aura plus d'Oslo. Oslo, c'est fini². »

Plus récemment, le 12 décembre 2023, le premier ministre Benjamin Nétanyahou affirmait : « Je ne permettrai pas à Israël de répéter l'erreur des accords d'Oslo³. »

8. Votre Cour reconnaîtra que nous sommes ici devant un cas particulièrement remarquable de manquement à la bonne foi. Israël, Membre des Nations Unies, est

1. Voir les observations écrites des Fidji, p. 3-5 ; de la Hongrie, par. 2, 11-30, 39, 41 ; d'Israël, p. 3-5 ; du Togo, § 7-9 ; de la Zambie, p. 2

2. *Haaretz*, 18 octobre 2000.

3. *Le Monde diplomatique*, janvier 2024.

lié par les résolutions de cette Organisation ainsi que par les engagements particuliers qu'il a pris. Au mépris de tout ce corpus, cet État s'approprie le territoire de la Palestine, expulse son peuple et lui refuse par tous les moyens le droit à l'autodétermination. Vous avez eu l'occasion de rappeler dans votre arrêt de 2018 que, dès lors que des États s'engagent dans une négociation, «[i]ls sont alors tenus [...] de les mener de bonne foi⁴». Or il apparaît que, dès son engagement dans les négociations d'Oslo, Israël a manqué à la bonne foi.

9. Aussi n'y a-t-il aucun horizon de négociation qu'il faudrait protéger, mais seulement une guerre en cours et le refus des autorités israéliennes d'ouvrir toute perspective politique fondée sur le droit international. Voilà pourquoi l'argument selon lequel votre compétence pour rendre l'avis demandé ferait obstacle à une paix négociée est un argument sans fondement.

Des violations massives du droit international ne peuvent pas être un objet de négociations

10. Je voudrais maintenant, et ce sera mon second point, rester encore un moment sur la question des négociations pour faire à ce propos une remarque de fond. Les Palestiniens ne recouvreront pas leurs droits légitimes à travers une négociation bilatérale directe avec Israël. Il y a à cela deux écueils. Le premier tient à l'inégalité écrasante entre les deux parties. La Palestine est sous la domination militaire d'Israël et ses représentants sont dans une position de faiblesse structurelle. Dès lors, toute négociation est biaisée et le traité qui en résultera sera nécessairement un traité inégal.

11. Le second écueil tient au fait que, dans les négociations qui ont eu lieu jusqu'ici, Israël a tenté de faire admettre par les Palestiniens des entailles aux droits fondamentaux qu'ils détiennent du droit international. La violation principale, source elle-même des autres violations, consiste dans le refus persistant qu'oppose Israël au droit du peuple

palestinien à disposer de lui-même. À aucun moment depuis la fin du mandat britannique en 1947, les dirigeants d'Israël n'ont sincèrement admis qu'un État palestinien pouvait coexister auprès d'eux sur la terre de Palestine. Le premier ministre d'Israël a confirmé le 20 janvier dernier son opposition à une souveraineté palestinienne⁵.

12. Lorsqu'Israël a feint de négocier le droit des Palestiniens à devenir un État, c'était pour n'en concéder qu'une caricature : un pouvoir démilitarisé, enclavé, éclaté sur un territoire morcelé, avec un accès réduit à ses ressources naturelles. Et pourtant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a la valeur d'une norme de *jus cogens*. Il n'est pas un droit constitutif qui ne pourrait naître que de sa reconnaissance par Israël. Il est un droit déclaratif inhérent à la situation de peuple colonisé des Palestiniens. Il existe dès le moment où ce peuple a décidé de le revendiquer. De ce fait, et dans toute sa plénitude, ce n'est pas un droit négociable.

13. Israël a occupé à partir de 1967 le territoire palestinien suite à une action militaire qui a été menée en violation de la règle centrale d'interdiction du recours à la force. Il occupe donc un territoire sur lequel il n'a aucun droit. Il doit s'en retirer. Cela non plus n'est pas négociable.

14. En colonisant ce territoire, Israël viole l'interdiction du transfert de la population de la puissance occupante dans le territoire occupé⁶. Et le projet israélien est officiellement de persister dans cette illégalité. De 700 000 qu'ils sont actuellement en Cisjordanie et à Jérusalem, les colons doivent dépasser le million aussi rapidement que possible, annonçait le ministre Smotrich le 12 juillet 2023⁷. Israël a officialisé cette violation en inscrivant dans sa loi fondamentale de 2018 le développement des colonies juives comme une valeur de base de la société israélienne. Pourtant, le droit international exige le démantèlement de toutes ces colonies. Nous sommes là encore devant une obligation qui n'est pas négociable.

4. Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili), arrêt, CJI, Recueil 2018 (II), p. 538, § 86.

5. *Le Monde*, 24 janvier 2024.

6. Quatrième convention de Genève du 12 août 1949, art. 49, dernier alinéa.

7. *Magazine*, 12 juillet 2023.

15. La sécurité des Palestiniens est gravement menacée. C'est par milliers qu'ils meurent sous les bombes israéliennes à Gaza depuis le 7 octobre. Et en Cisjordanie, selon les sources israéliennes, 367 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre, dont 94 enfants. Et 2 960 Palestiniens ont été arrêtés. Les sources palestiniennes estiment que ces chiffres sont fortement sous-évalués⁸.

16. Les colons implantés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est exercent librement leur violence contre les Palestiniens. Ils y sont encouragés et des armes leur sont distribuées par l'État d'Israël lui-même⁹. La dépossession de leurs terres et la répression dont sont l'objet les Palestiniens se sont ainsi intensifiées depuis quelques mois. Et se développe une politique de discrimination constitutive d'apartheid. Toutes ces violations de droits fondamentaux doivent cesser. Une fois de plus, cela n'est pas négociable.

17. Pour rendre l'avis attendu, votre Cour aura à se pencher sur la question de Jérusalem. Cette ville n'a pas été incluse dans le territoire destiné à Israël par la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies proposant un plan de partage de la Palestine. Lors de son admission aux Nations Unies en 1949, Israël a solennellement accepté les principes de la Charte des Nations unies et des résolutions votées par ses organes. Il y avait donc là reconnaissance du fait que Jérusalem ne lui était pas attribuée.

18. Cependant, s'emparant de la ville par la force en 1948 pour la partie ouest et en 1967 pour la partie est, Israël en a fait sa capitale réunifiée en 1980. Depuis, Jérusalem-Est est soumise à une israélisation forcée par une intense colonisation. Celle-ci est considérée comme irréversible par les responsables israéliens.

19. Toutefois, Jérusalem-Est n'a pas d'autre statut que celui d'être un territoire occupé militairement par une puissance étrangère, comme l'ensemble du Territoire palestinien occupé depuis 1967. Israël doit s'en retirer au profit du peuple palestinien

comme l'ont exigé constamment les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale¹⁰. Et les Lieux saints doivent être préservés et ouverts à la liberté de tous ceux qui souhaitent s'y rendre. Cela non plus n'est pas négociable.

20. Ignorant ces impératifs du droit commun, Israël voudrait légaliser les actions illécites que je viens de mentionner en les inscrivant dans un accord. Or ce qui apparaît de l'analyse juridique de la situation, c'est que, sur la Palestine, Israël n'a aucun droit. Il n'a que des devoirs. Et de leur respect dépend la préservation de l'ordre public international fondé sur des normes communes et non dérogeables. La responsabilité de leur respect incombe aux Nations unies, en charge du maintien de la paix. Elles ont été investies du dossier de la décolonisation de la Palestine par l'échec du mandat confié au Royaume-Uni. Elles sont la seule autorité à même de résoudre sur des bases conformes au droit la situation créée par cet échec depuis des décennies. Et s'il faudra bien que la paix découle d'un accord entre les parties, celui-ci devra être conclu sous les auspices des Nations unies, garantes du respect du droit, et non sous le parrainage arbitraire d'États tiers manquant d'objectivité.

21. Ainsi la manière dont les choses seront menées à partir des conclusions de votre avis devra permettre que l'accord par lequel les Palestiniens seront rétablis dans l'intégralité de leurs droits respecte les normes fondamentales jusqu'ici objet de tentatives de contournement. Et si ce n'était pas le cas, le futur traité de paix tomberait sous le coup de la convention de Vienne sur le droit des traités qui dispose : « Est nul tout traité qui, au moment de sa conclusion, est en conflit avec une norme impérative du droit international général¹¹. »

8. « Cisjordanie : l'autre guerre menée par Israël », *Le Monde*, 31 janvier 2023.

9. « Ben-Gvir annonce la distribution prochaine de 10 000 armes aux volontaires israéliens dans les villes frontalières », *Nouvelle Aube*,

10. Voir celles qui sont citées dans les observations écrites de l'Organisation de la coopération islamique, § 357-404.

11. Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969, art. 53.

La question du statut de l'occupation par Israël du territoire palestinien

22. J'en viens maintenant, et c'est mon dernier point, à la seconde question qui est posée à votre Cour par l'Assemblée générale des Nations unies. Vous êtes interrogés sur le statut juridique de l'occupation et sur les conséquences juridiques qui en découlent. Vous aurez ainsi à examiner l'occupation par Israël du territoire palestinien à la lumière de tous les champs du droit international.

23. Il s'agit d'abord du *jus ad bellum*, ce droit qui régit l'usage de la force par les États. Il comporte la norme majeure d'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État¹².

24. Or c'est bien par l'usage de la force qu'Israël a occupé la Palestine en 1967, comme l'ont rappelé sans relâche le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Cet emploi de la force est dirigé contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Palestine, aujourd'hui reconnue dans sa qualité d'État par les Nations unies. L'occupation est donc illégale à sa source même.

25. Cette illégalité se manifeste aussi depuis 1967 par la manière dont a été conduite cette occupation. Elle enfreint en effet toutes les conditions posées par le droit de La Haye et de Genève à l'occupation militaire d'un territoire étranger. Ces conditions sont recensées par le *Manuel du Comité international de la Croix-Rouge*:

- La puissance occupante ne peut pas modifier la structure et les caractéristiques intrinsèques du territoire occupé sur lequel elle n'acquiert aucune souveraineté. Israël n'a cessé de modifier à son profit ces caractéristiques.
- L'occupation est et doit rester une situation temporaire. Israël occupe la Palestine depuis soixante-six ans et ses dirigeants affichent ouvertement leur intention de poursuivre indéfiniment cette occupation.
- Israël doit administrer le territoire dans l'intérêt de la population locale et en tenant compte de ses besoins. Les besoins

des Palestiniens sont cruellement méconnus.

- Israël ne doit pas exercer son autorité pour servir ses propres intérêts et ceux de sa propre population. Toutes les politiques et pratiques d'Israël sont orientées au service des colons israéliens et au mépris des droits et intérêts des Palestiniens.

26. Ainsi les conditions dans lesquelles Israël a développé l'occupation du territoire palestinien, conditions dont toutes les preuves se trouvent dans les rapports des Nations unies, vous amèneront à conclure que cette occupation, par sa durée et les pratiques déployées par l'occupant, est un prétexte à un projet d'annexion. Celui-ci, officialisé pour ce qui est de Jérusalem, est mis en œuvre de facto pour la Cisjordanie. Quant à Gaza, la guerre totale qui y est menée et les projets annoncés par le gouvernement d'Israël confirment la volonté de cet État de garder la maîtrise de ce territoire.

27. Il résulte de ces constats, comme votre Cour ne manquera pas de le confirmer, que l'occupation par Israël du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité. Elle est illégale à sa source pour être en infraction à l'interdiction de l'emploi de la force. Elle est illégale par les moyens déployés, lesquels sont constitutifs de violations systématiques du droit humanitaire et des droits de l'homme. Elle est illégale enfin par son objectif, celui-ci étant de procéder à l'annexion des territoires palestiniens, privant ainsi le peuple de Palestine de son droit fondamental à disposer de lui-même.

Conclusion

28. Je donnerai quelques réflexions pour finir cette plaidoirie. La violence infondée et impunie qu'Israël exerce sur les Palestiniens entraîne en réponse une autre violence dans un cycle infernal, celui de la vengeance, qui est toujours à l'avantage du plus fort. C'est l'enchaînement meurtrier qui se déroule tragiquement sous nos yeux. Pour le rompre, il faut un tiers impartial affirmant avec autorité ce que doit être l'application de la norme commune. Il revient à votre Cour, à l'occasion de l'avis que vous allez rendre, de ramener l'ensemble de ce conflit sous la lumière du droit.

29. Ce droit permet de dire quelles règles

12. Charte, art. 2, par. 4.

doivent être appliquées à une situation critique, mais aussi quelles mesures peuvent être prises lorsque ces règles sont violées avec persistance. Je rappellerai ici que les conclusions de l'Organisation de la coopération islamique demeurent inchangées par rapport à celles de nos observations écrites et je me permets d'y renvoyer. Je rappellerai seulement que l'organisation que je représente demande à la Cour d'enjoindre à Israël de cesser toutes les violations qui ont été relevées ici et d'exiger des Nations unies et de leurs États membres qu'ils utilisent toute la gamme des mesures permettant de faire cesser la situation, ce y compris des sanctions contre l'État responsable.

30. Et pour finir, je voudrais, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, vous citer les propos du contre-amiral israélien Ami Ayalon, qui a dirigé pendant plusieurs années le service du renseignement intérieur israélien. Son chemin personnel l'a amené à s'interroger sur la notion d'ennemi et à mesurer l'impasse où se trouve Israël en ayant choisi la répression violente pour accompagner son refus de la solution politique. Et il conclut une interview donnée il y a quelques semaines à un quotidien français en disant: «La communauté internationale devrait jouer un rôle bénéfique. Nous avons besoin que quelqu'un de l'extérieur nous éclaire sur nos erreurs¹³.»

Sauver les Israéliens contre eux-mêmes, voilà à quoi la communauté internationale contribuera à travers l'avis consultatif que vous allez rendre. Je vous remercie de votre attention.

Monique Chemillier-Gendreau est professeure émérite de droit public et de sciences politiques à l'université Paris Diderot

Plaidoirie prononcée le lundi 26 février 2024 devant la Cour Internationale de Justice au nom de l'Organisation de la coopération islamique concernant les « Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est » (source : Compte rendu de la CIJ).



13. *Le Monde*, 25 janvier 2024.

La « boîte à outils » de la droite américaine reflète celle de l'Inde

Entretien avec Kavita Krishnan

Manifestations pro-palestiniennes sur les campus. Le concert de propagande autoritaire contre les manifestations démocratiques devrait tous nous inquiéter...

Lorsque Greta Thunberg, une étudiante militante contre le changement climatique, a tweeté une « boîte à outils » comprenant des ressources pour soutenir les agriculteurs et les agricultrices indien·nes qui protestent, le régime Modi a immédiatement allégué une conspiration internationale et a même arrêté des militant·es de la lutte contre le changement climatique en Inde. Il a affirmé que les agriculteurs/agricultrices et leurs partisan·es utilisaient la « boîte à outils » préparée par leurs agents étrangers pour déstabiliser le gouvernement Modi. Thunberg, cependant, ne faisait que partager des documents, sur une plateforme ouverte, qui pourraient aider les personnes en dehors de l'Inde à comprendre les problèmes soulevés par les agriculteurs et les agricultrices indien·nes.

Si nous regardons Donald Trump et ses partisans, qui se déchaînent contre les campus américains protestant contre les atrocités commises par Israël à Gaza, il est difficile de distinguer leur langage de celui des propagandistes de Modi. Il semble y avoir une « boîte à outils » sur laquelle Trump, Modi et d'autres personnalités antidémocratiques internationales s'appuient, ce qui se traduit par un langage et une stratégie idéologique quasi identiques.

En ce qui concerne les manifestations sur les campus, M. Trump a déclaré : « Les extrémistes radicaux et les agitateurs d'extrême gauche terrorisent les campus universitaires. » Il a en outre exigé que « les campements soient retirés immédiatement, que les radicaux soient vaincus et que nos campus soient repris pour tous les étudiants normaux qui veulent un endroit sûr pour apprendre ».

Il est important de noter que le langage utilisé par le régime Modi et ses propagandistes à l'égard de l'université Jawaharlal Nehru (JNU) et d'autres campus universitaires en Inde est exactement le même.

Par exemple, un jeune dirigeant du BJP a qualifié la JNU de « centre d'excellence » qui a été « infesté par l'extrémisme de gauche ». Il a ajouté :

Il est nécessaire de se débarrasser des antinationaux pour rendre le campus sûr pour l'étudiant modèle - un étudiant qui apprend avec diligence et sert ensuite la nation - comme la ministre des finances Nirmala Sitharaman.

Le langage déshumanisant et violent avec l'utilisation du mot « infestation » n'est pas surprenant. Il a écrit cet article quelques mois après que des cadres de l'aile étudiante de son parti, armés de barres de fer, aient assiégé le campus, perquisitionné des chambres et tenté d'agresser des membres du corps enseignant et des dirigeant·es du syndicat étudiant.

Les étudiant·es américain·nes protestent contre le soutien de Joe Biden à la brutalité d'Israël à Gaza, mais cela n'a pas empêché Trump de dire : « Joe le véreux prend le parti de ces terroristes (Hamas), tout comme il a pris le parti des foules radicales qui envahissent nos campus universitaires. » Cela ressemble à la façon dont Amit Shah a accusé Rahul Gandhi et Arvind Kejriwal d'être de la même famille que les « antinationaux » de JNU, et aux récents discours électoraux de Modi accusant le parti du Congrès d'être dirigé par des « naxalistes urbains¹ ».

1. NDLR. Terme utilisé par les partisans de Modi pour suggérer que les intellectuels sont des mandataires des maoïstes/terroristes d'extrême gauche.

Un responsable de la police de New York a déclaré sur les réseaux sociaux qu'une entité inconnue radicalisait nos étudiants vulnérables et profitait de leur jeunesse d'esprit. Rappelons ici que Gurmehar Kaur, étudiante à l'université de Delhi et fille d'un officier martyr de la guerre contre le Pakistan, s'est élevée contre les discours bellicistes et la violence de l'ABVP. Le ministre de Modi, Kiren Rijiju, a répondu en demandant: «Qui pollue l'esprit de cette jeune fille.» Il a ensuite répondu à sa propre question: «Les militants de gauche polluent son esprit.»

Le thème de la «boîte à outils» de Modi est également un favori de l'extrême droite américaine, qui voit une conspiration financée par l'étranger dans les tentes utilisées par les étudiant-es lors des sit-in sur les campus. Les agences de Modi, qu'elles luttent contre le terrorisme ou la criminalité économique, ont pris l'habitude d'ouvrir des «enquêtes» sur les manifestants, suggérant que les agriculteurs et les agricultrices, les étudiant-es, les avocat-es, les journalistes et les militant-es des droits des êtres humains sont des canaux de financement pour les terroristes.

Trump apprécie le terrorisme violent d'extrême droite tout en accusant les manifestant-es pacifiques d'être des terroristes. Il a qualifié la répression policière des manifestations pro-palestiniennes sur les campus de «belle chose à voir», alors qu'il a déclaré qu'il aimerait «absolument» gracier ses partisans d'extrême droite qui ont tenté un coup d'État pour renverser sa défaite électorale. Il avait notoirement trouvé des «gens bien» des «deux côtés» lors du rassemblement fasciste de Charlottesville, un événement si violent qu'une femme qui participait à une contre-manifestation pacifique a été tuée. Aujourd'hui, il laisse entendre que les sit-in réclamant un cessez-le-feu à Gaza sont plus violents, racistes et haineux que les nazis de Charlottesville, qui ont ouvertement brandi des slogans contre les juifs et les juives et les personnes de couleur.

Mais aux États-Unis comme en Inde, le thème le plus frappant qui relie les différents éléments (terroristes, trousse à outils, tentes, etc.) est le nom «Soros», c'est-à-dire la force conspiratrice à l'origine des manifestations.

Pour la plupart des Indien·nes, le symbolisme politique consistant à accuser Soros d'une conspiration mondiale visant à

financer des idées dangereuses et la violence n'est pas évident. Vous pouvez abhorrer les nazis allemands pour leur génocide des Juifs et des Juives, et pourtant vos yeux ne sont peut-être pas entraînés à reconnaître la propagande antisémite nazie à la vue de tous. Voici donc un peu de contexte.

Nous reconnaissons probablement que le terme «terroriste» est le sifflet islamophobe le plus courant que l'on entend haut et fort dans la propagande contre la solidarité avec la Palestine. Le trope antisémite le plus courant, tout droit sorti de la «boîte à outils» de Goebbels, consiste à prétendre que les riches juifs sont à la tête d'une cabale conspiratrice internationale secrète qui diffuse une idéologie libérale et élitiste et marionnette les nations et les institutions à travers le monde. Accuser George Soros, un Juif, de faire exactement cela, c'est de l'antisémitisme. Et ce sont les trumpistes qui réhabilitent cette propagande antisémite et d'autres sous le couvert de l'image de marque des manifestations pro-palestiniennes.

En Inde, le BJP a repris cet antisémitisme dans des affiches montrant Soros manipulant comme un marionnettiste les leaders de l'opposition; Jaishankar du MEA a qualifié Soros de «vieux, riche, plein d'opinions et dangereux» qui investit «des ressources pour façonner des récits». Quels récits? Ceux qui soutiennent les personnes qui protestent contre le déclin démocratique en Inde, aux États-Unis et dans d'autres pays.

Dans un discours prononcé en 1935, le ministre nazi de la propagande, Joseph Goebbels, a déclaré que le communisme était une «guerre menée par des sous-hommes internationaux dirigés par des juifs contre la culture elle-même» et la destruction de la civilisation occidentale «au profit d'une clique internationale de conspirateurs sans racines et nomades, qui ont trouvé leur représentation dans la juiverie». Ironiquement, après la Seconde Guerre mondiale, Staline a répété cette propagande, cette fois sous la forme d'un sifflet à chien.

Aujourd'hui, dans le monde entier, chacun de ces mots à la mode de Goebbels peut être entendu dans le discours d'extrême droite et antidémocratique, y compris en Inde. L'attaque du sénateur républicain Ted

Cruz contre les universités en est un bon exemple; elle aurait tout aussi bien pu être écrite par un idéologue du BJP en Inde. Cruz affirme que les communistes, sous couvert de «marxisme culturel», ont adopté une tactique consistant à «infiltrer lentement les institutions qui constituent le fondement de la société occidentale».

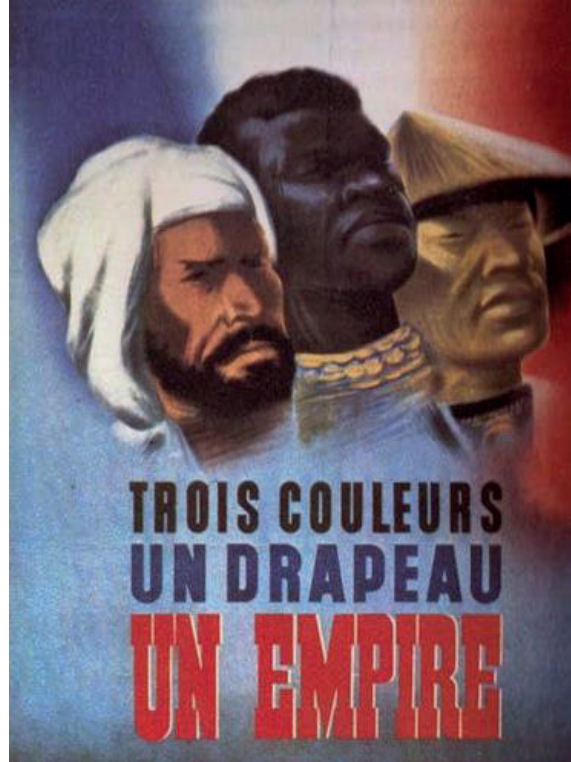
Elon Musk a, lui aussi, accusé Soros de conspirer «pour détruire la civilisation occidentale» en soutenant les réfugiés qui demandent l'asile dans les pays occidentaux. M. Netanyahu a lui aussi accusé M. Soros de financer des manifestations contre l'expulsion forcée par Israël de réfugiés et de demandeurs d'asile vers des pays où leur vie est en danger.

Si Ted Cruz fait écho à Goebbels, Ram Madhav fait écho à Ted Cruz. Le lendemain de l'élection de Modi pour son second mandat en 2019, Madhav a déclaré que le mandat était un rejet des «cartels pseudo-laïques/libéraux qui exerçaient une influence et une mainmise disproportionnées sur l'establishment intellectuel et politique du pays». Sous Modi 2, a-t-il ajouté, «les vestiges de ce cartel doivent être éliminés du paysage universitaire, culturel et intellectuel du pays». Comme l'a dit M. Cruz, «les activistes de gauche se sont embarqués dans une mission pour prendre le contrôle du gouvernement, des conseils d'administration, de Hollywood et des universités».

Si nous examinons les lignes de l'article de Cruz, nous pouvons voir qu'elles auraient pu être reprises mot pour mot de la propagande post 2016 contre les étudiant·es en doctorat de JNU qui sont antinationaux aux frais du contribuable :

Comme le marxisme culturel a pris le dessus, de nombreux étudiants - non accablés par le besoin de travailler ou de chercher les nécessités de base de la vie comme la nourriture, l'eau ou le logement, et dans le confort d'une chambre d'étudiant subventionnée par le contribuable - se sont entièrement consacrés à la préparation de grands projets marxistes.

Ce discours accusant les manifestations d'être «financées par l'étranger» est courant dans les régimes autoritaires et les forces d'extrême droite du monde entier. Xi Jinping



a déclaré que les «valeurs universelles de liberté, de démocratie et de droits des êtres humains» étaient un stratagème occidental pour «provoquer la désintégration de l'Union soviétique, les changements radicaux en Europe de l'Est, les "révolutions de couleur" et les "printemps arabes"».

Ce concert de propagande autoritaire contre les manifestations démocratiques devrait tous et toutes nous préoccuper. La santé d'une démocratie se mesure le mieux, non pas aux paroles et aux actes de ses dirigeants, mais au courage de conscience de son peuple, surtout lorsque ce courage se paie du prix d'être cloué au pilori comme ennemi de la nation.

Lorsque les États les plus puissants du monde ou les «plus anciennes/plus grandes démocraties» se moquent des principes mêmes qu'ils professent - la justice, les droits des êtres humains, l'État de droit, la démocratie, la liberté d'expression et d'association -, les protestations affirment ces principes. Elles rappellent au monde que ces droits et principes ne sont ni le produit ni la propriété des États et des régimes; ils appartiennent à l'humanité tout entière et sont le droit de naissance des sans-pouvoir, qu'ils soient ou non reconnus et respectés par les puissants.

[Kavita Krishnan est une militante féministe.](#)

Source : *The Quint*

L'impérialisme et l'anti-impérialisme aujourd'hui

Ashley Smith

33

Le capitalisme engendre l'impérialisme, c'est-à-dire la concurrence entre les grandes puissances et leurs grands groupes pour le partage et le redécoupage du marché mondial. Cette concurrence génère une dynamique de hiérarchisation des États, avec les plus puissants au sommet, les puissances moyennes ou sous-impériales en dessous, et les nations opprimées en bas de l'échelle.

Aucune hiérarchie n'est permanente. La loi du développement inégal et combiné du capitalisme, ses périodes d'expansion et de ralentissement, la concurrence entre les grands groupes, les conflits entre États et les soulèvements des exploité·es et des opprimé·es déstabilisent et restructurent le système étatique.

En conséquence, l'histoire de l'impérialisme a connu une succession de phases. Un ordre multipolaire a caractérisé la période allant de la fin du 19^e siècle à 1945. Il a produit les grands empires coloniaux et deux guerres mondiales. Il a été supplanté par un ordre bipolaire entre 1945 et 1991, les États-Unis et l'Union soviétique luttant pour l'hégémonie sur les nouveaux États indépendants libérés de la domination coloniale.

Avec l'effondrement de l'empire soviétique, les États-Unis ont présidé à un ordre unipolaire de mondialisation néolibérale, sans aucune superpuissance rivale, et ont mené une série de guerres pour imposer leur soi-disant ordre fondé sur des règles du capitalisme mondial, de 1991 au début des années 2000. Cet ordre a trouvé sa fin avec le déclin relatif des États-Unis, la montée en puissance de la Chine et la renaissance de la Russie, ouvrant la voie à l'ordre multipolaire asymétrique tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Les États-Unis restent la puissance dominante, mais ils sont désormais engagés dans

une compétition avec la Chine et la Russie, surplombant des États subimpériaux qui s'affirment de plus en plus, tels qu'Israël, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Inde et le Brésil, ainsi que des nations assujetties qui souffrent d'une oppression à la fois politique et économique. Face à la menace d'une nouvelle époque de crises, de guerres et de révoltes, la gauche mondiale se doit de construire la solidarité internationale par en bas entre les travailleurs et les opprimés dans une lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme dans le monde entier.

Les multiples crises du capitalisme mondial

Le capitalisme mondial a engendré de multiples crises qui se recourent et qui intensifient les conflits entre les États et à l'intérieur de ceux-ci. Ces crises sont: l'effondrement de l'économie mondiale, l'exacerbation de la rivalité entre les États-Unis, la Chine et la Russie, le changement climatique, les migrations mondiales sans précédent et les pandémies, dont le Covid-19 n'est que l'exemple le plus récent. Ces crises ont ébranlé le système en place, provoqué une polarisation politique dans la plupart des pays du monde, ouvert la porte à la fois à la droite et à la gauche, et déclenché des vagues de luttes explosives, mais ponctuelles, depuis la base. Nous n'avons pas connu une telle période de crise, de conflit, de guerre, d'instabilité politique et de révolte depuis des décennies.

Tout cela constitue un défi et une chance pour une gauche internationale et un mouvement ouvrier qui souffrent encore des conséquences de plusieurs décennies de défaite et de recul. C'est aussi une ouverture pour une nouvelle extrême droite qui présente des solutions autoritaires autour de la

promesse de restaurer l'ordre social en désignant des boucs émissaires parmi les opprimé·es à l'intérieur du pays et en attisant des formes réactionnaires de nationalisme contre les ennemis de l'étranger.

Une fois au pouvoir, cette nouvelle extrême droite a échoué à surmonter les crises et les inégalités du capitalisme mondial, au contraire, elle les a exacerbées. En conséquence, ni les dirigeants en place ni leurs opposants d'extrême droite ne proposent d'issue pour sortir de cette époque de catastrophes.

Nous n'avons pas connu une telle période de crise, de conflits, de guerres, d'instabilité politique et de révoltes depuis des décennies. Tout cela constitue un défi et une chance pour une gauche internationale et un mouvement ouvrier qui souffrent encore des conséquences de plusieurs décennies de défaite et de recul.

L'ordre mondial multipolaire asymétrique

Dans ce contexte de crises qui se multiplient comme des métastases, les États-Unis ne sont plus au sommet d'un ordre mondial unipolaire. Ils ont subi un déclin relatif à la suite du long cycle de prospérité néolibéral, de l'échec de leurs guerres en Irak et en Afghanistan et de la grande récession. Ces évolutions ont permis la progression de la Chine en tant que nouvelle puissance impériale et la résurgence de la Russie en tant que pétro-puissance dotée de l'arme nucléaire. Dans le même temps, une multitude de puissances subimpériales se sont affirmées plus que par le passé, mettant en concurrence les grandes puissances et cherchant à prendre l'avantage dans leur région.

Tout cela a donné naissance à l'ordre mondial multipolaire asymétrique d'aujourd'hui. Les États-Unis restent l'État le plus puissant du monde, avec la plus importante économie, le dollar comme monnaie de réserve mondiale, l'armée la plus puissante, le plus grand réseau d'alliances et, par conséquent, la plus grande puissance géopolitique. Mais il doit faire face à des concurrents impériaux en Chine et en Russie et à des rivaux sous-impérialistes dans toutes les régions du globe.

Ces antagonismes n'ont pas donné naissance à des blocs géopolitiques et

économiques cohérents. La mondialisation a fortement imbriqué la plupart des économies du monde, empêchant le retour de blocs tels qu'ils existaient à l'époque de la guerre froide.

Ainsi, les deux plus grands rivaux, les États-Unis et la Chine, sont aussi deux des plus intégrés au monde. Pensez à l'iPhone d'Apple, conçu en Californie, fabriqué en Chine dans des usines sous propriété taïwanaise et exporté vers des vendeurs situés aux États-Unis et dans le reste du monde.

Les nouvelles puissances sous-impériales ne se montrent loyales ni envers la Chine ni envers les États-Unis, mais concluent de manière opportuniste des pactes avec l'une ou l'autre puissance pour servir leurs propres intérêts capitalistes. Par exemple, tout en concluant des accords avec la Chine dans le cadre de l'alliance BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) contre les États-Unis, l'Inde est partie prenante de l'alliance QUAD (États-Unis, Australie, Inde, Japon) de Washington contre la Chine.

Cela dit, le marasme économique mondial, l'intensification de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, et surtout la guerre impérialiste que mène la Russie en Ukraine et les sanctions des États-Unis et de l'OTAN contre Moscou commencent à ébranler la mondialisation telle que nous l'avons connue. En effet, la mondialisation a atteint un plateau et a commencé à décliner.

Par exemple, dans le cadre de ce qu'on appelle la guerre des puces, les États-Unis et la Chine sont en train de mettre à part la partie supérieure de leurs économies de haute technologie. Par ailleurs, les sanctions occidentales imposées à la Russie en raison de la guerre impérialiste qu'elle mène contre l'Ukraine l'ont exclue des échanges commerciaux et des investissements des États-Unis et de l'Union européenne (UE), l'obligeant à se tourner vers les marchés chinois et iranien.

Il en résulte que nous sommes sur une trajectoire de division économique croissante, de rivalité géopolitique et même de conflit militaire entre les États-Unis, la Chine et la Russie, ainsi qu'entre eux et les puissances subimpériales. Dans le même temps, la profonde intégration économique des États-Unis et de la Chine en particulier, ainsi que le fait que chacun possède des armes nucléaires, contrecarrent la tendance à la

guerre ouverte, qui risquerait d'entraîner une destruction mutuelle certaine et l'effondrement de l'économie mondiale.

Washington réarme pour se préparer à la rivalité des grandes puissances

Depuis l'administration Obama, l'État américain tente de mettre en place une nouvelle stratégie afin de contrer la montée en puissance de la Chine et la résurgence de la Russie. Obama avait lancé son fameux « pivot vers l'Asie » et Trump avait ouvertement mis la compétition entre grandes puissances avec Pékin et Moscou au centre de sa stratégie de sécurité nationale, mais ni l'un ni l'autre n'a défini une approche globale de ces conflits ou d'autres dans le cadre du nouvel ordre mondial asymétrique et multipolaire.

Nous sommes sur la voie d'une division économique croissante, d'une rivalité géopolitique et même d'un conflit militaire entre les États-Unis, la Chine et la Russie, ainsi qu'entre eux et les puissances subimpériales.

Le président Barack Obama était resté concentré sur le Moyen-Orient, où il a mis fin aux occupations de l'Irak et de l'Afghanistan, avant de consolider l'ordre existant dans la région après le printemps arabe et la montée en puissance de Daech. Trump a affiché haut et fort sa stratégie de confrontation entre grandes puissances, mais celle-ci s'est révélée incohérente dans la pratique. Elle consistait en un amalgame de nationalisme d'extrême droite, de protectionnisme, de menaces d'abandon d'alliances historiques telles que l'OTAN et d'accords bilatéraux négociés à la fois avec des adversaires déclarés et avec des alliés traditionnels. Ses années erratiques de mauvaise conduite des affaires ont entraîné la poursuite du déclin relatif des États-Unis.

Le président Joe Biden a adopté la stratégie la plus cohérente à ce jour. Son idée était de récupérer les luttes sociales et de classes par des réformes mineures, de mettre en œuvre une nouvelle politique industrielle pour garantir la compétitivité des États-Unis dans la fabrication de produits de haute technologie, de restaurer les alliances de Washington, comme l'OTAN, et de les élargir en lançant une Ligue des démocraties contre les rivaux autocratiques de Washington.

En fin de compte, les Démocrates du centre, les Républicains et les Cours de justice ont bloqué bon nombre de ses réformes destinées à atténuer l'inégalité sociale. Mais il a réussi à mettre en œuvre sa politique industrielle au moyen de plusieurs textes de loi. Biden a également commencé à remettre en état et à élargir les alliances des États-Unis par le biais de nouveaux pactes et d'initiatives économiques. L'objectif est de contenir la Chine, de contrer l'expansionnisme russe en Europe de l'Est et de ramener le plus grand nombre possible de puissances sous-impérialistes, d'États subordonnés et de nations opprimées sous l'hégémonie américaine et l'ordre international qui lui est attaché.

Biden a poursuivi sur la lancée de ses prédécesseurs dans leurs efforts pour sortir les États-Unis du borbier des opérations d'occupation. Il a finalement mis fin à vingt années d'occupation de l'Afghanistan de façon chaotique, sur fond de crimes de guerre et en abandonnant le pays aux Talibans. Il a ensuite tenté de stabiliser le Moyen-Orient en maintenant les accords d'Abraham conclus sous Trump et en intensifiant les efforts de normalisation des relations avec Israël par l'établissement de relations officielles entre les régimes arabes et Tel-Aviv. Bien entendu, cela a donné le feu vert au Premier ministre Benjamin Netanyahu pour poursuivre le siège de Gaza, l'expansion des colons en Cisjordanie occupée et l'approfondissement de l'apartheid en Israël, qui trouve aujourd'hui son horrible expression dans la guerre génocidaire d'Israël contre Gaza. En Europe, Biden a réengagé les États-Unis dans l'OTAN, envoyant ainsi le signal à la Russie que Washington, et non Moscou, resterait la puissance hégémonique prédominante dans la région.

Mais la principale cible de la stratégie de Biden en matière de rivalité entre grandes puissances est la Chine. Sur le plan économique, sa politique industrielle est conçue pour restaurer, protéger et étendre la suprématie économique des États-Unis face à Pékin, en particulier dans le domaine de la haute technologie. Elle a pour objectif de relocaliser la fabrication de produits de haute technologie sur le territoire américain ou dans des pays amis, d'imposer une barrière protectionniste élevée autour de la conception et de l'ingénierie des puces informatiques

produites aux États-Unis et de soutenir financièrement les entreprises et les universités américaines de haute technologie dans les domaines des STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) afin d'asseoir leur domination dans le domaine de l'IA (intelligence artificielle) et d'autres technologies de pointe, en particulier en raison de leurs éventuelles applications militaires.

Sur le plan géopolitique, Biden a consolidé les accords existants avec le Japon et les a élargis pour inclure en particulier les pays que la Chine cherche à déstabiliser, notamment le Vietnam et les Philippines. Il a également réaffirmé la politique dite de la «Chine unique», qui ne reconnaît que Pékin, et l'ambiguïté stratégique à l'égard de Taïwan, qui conduit les États-Unis à armer la nation insulaire comme un «porc-épic» pour dissuader l'agression chinoise, tout en restant vagues sur la question de savoir s'ils s'engageraient dans la défense de l'île en cas d'agression ou d'invasion.

Sur le plan militaire, Biden a renforcé les alliances militaires américaines telles que le QUAD et le Five Eyes (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis), et en a créé de nouvelles, notamment celle entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (AUKUS) pour le déploiement de sous-marins nucléaires en Australie. Washington est en plein processus de déclenchement d'une course à l'armement et à la construction de bases avec la Chine dans toute l'Asie-Pacifique.

Les rivaux impérialistes de Washington: la Chine et la Russie. La Chine et la Russie ont mis en œuvre leur propre stratégie pour faire valoir leurs ambitions impériales. Ces trois puissances forment ce que Gilbert Achcar a appelé la «triade stratégique» de l'impérialisme mondial.

Sous la direction de Xi Jinping, la Chine a cherché à restaurer son statut de grande puissance dans le cadre du capitalisme mondial. Elle a mis en œuvre une stratégie économique qui consiste à s'élever dans la chaîne de valeur pour être compétitive au plus haut niveau de la conception, de l'ingénierie et de la fabrication. Elle a investi des capitaux publics et privés dans le cadre de programmes tels que «Chine 2025», qui vise

à faire de certaines entreprises des champions nationaux dans le domaine des hautes technologies.

Ce programme a été couronné de succès, Huawei et BYD, entre autres, s'étant imposés comme des acteurs de premier plan au niveau mondial. La Chine est désormais un leader industriel dans des domaines tels que l'énergie solaire et les véhicules électriques, défiant ainsi le capital américain, européen et japonais.

Avec son expansion économique massive, la Chine a tenté d'exporter ses excédents de capitaux et de capacités à l'étranger par le biais de son programme «Les nouvelles routes de la soie» (Belt and Road Initiative, BRI), d'une valeur de 1 000 milliards de dollars, un vaste plan de développement d'infrastructures dans le monde entier, en particulier dans les pays du Sud. Rien de tout cela n'est altruiste. La plupart de ces investissements sont destinés à construire des infrastructures, des voies ferrées, des routes et des ports pour exporter des matières premières vers la Chine. La Chine exporte ensuite ses produits finis vers ces pays, selon un schéma impérialiste classique. Mais le ralentissement de son économie, les problèmes bancaires et les crises de la dette dans les pays auxquels elle avait accordé des prêts ont conduit la Chine à renoncer à ses plus grandes ambitions en matière d'investissement direct à l'étranger.

Néanmoins, la Chine tente de transformer ces efforts en influence géopolitique au travers de regroupements économiques tels que les BRICS, ainsi que de pactes politiques et de sécurité tels que l'Organisation de coopération de Shanghai (qui regroupe la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et une série d'États d'Asie centrale). Elle a également affirmé son influence au Moyen-Orient en soutenant la normalisation des relations diplomatiques entre son allié l'Iran et l'Arabie saoudite, dont elle dépend pour l'essentiel de son pétrole.

Pour étayer son importance économique nouvelle au moyen d'une puissance militaire, la Chine modernise ses forces armées, en particulier sa marine, dans le but bien précis de contester l'hégémonie navale des États-Unis dans le Pacifique. C'est dans cette optique qu'elle s'est emparée d'îles revendiquées par d'autres États, ce qui a engendré des conflits

avec le Japon, le Vietnam, les Philippines et de nombreux autres pays. Elle a procédé à la militarisation de certaines d'entre elles, notamment en mer de Chine méridionale, afin de mettre en avant sa puissance, de protéger les routes maritimes et de revendiquer des droits sur les réserves sous-marines de pétrole et de gaz naturel.

Enfin, Pékin fait valoir ses revendications historiques sur ce qu'il considère comme son territoire national dans le cadre d'un projet de régénération de la nation. Elle a ainsi imposé sa domination sur Hong Kong par la force brutale, conduit une véritable guerre contre des menées terroristes ainsi qu'un génocide culturel à l'encontre des Ouïghours du Xinjiang, et a accentué ses menaces d'invasion de Taïwan, qu'elle considère comme une province dissidente.

Sous le règne de Vladimir Poutine, la classe dirigeante russe a cherché à restaurer son pouvoir impérial, si durement ébranlé par l'effondrement de l'empire soviétique en Europe de l'Est et par la mise en œuvre désastreuse de la thérapie de choc néolibérale. Elle a vu les États-Unis et l'impérialisme européen absorber son ancienne sphère d'influence par le biais de l'expansion de l'OTAN et de l'UE.

Poutine a reconstruit la Russie en tant que puissance pétrolière dotée d'armes nucléaires avec pour objectif de reconquérir son ancien empire en Europe de l'Est et en Asie centrale, tout en imposant l'ordre à l'intérieur du pays contre toute dissidence populaire et en particulier contre ses républiques parfois récalcitrantes. Elle a tenté de consolider son emprise sur son ancienne sphère d'influence en collaborant avec la Chine au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Ce projet impérialiste l'a conduite à engager une série de guerres en Tchétchénie (1996, 1999), en Géorgie (2008), en Ukraine (2014, 2022) ainsi que des interventions en Syrie et dans plusieurs pays d'Afrique. L'affirmation impériale de la Russie a suscité la résistance des États et des peuples qu'elle a pris pour cible, ainsi que des contre-offensives impérialistes de la part des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE.

La guerre impérialiste russe contre l'Ukraine

Trois nœuds stratégiques ont porté ces rivalités interimpériales à leur paroxysme : l'Ukraine, Gaza et Taïwan.

L'Ukraine est devenue le théâtre d'une guerre majeure en Europe pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. La Russie a envahi le pays en 2014, puis à nouveau en 2022, dans un acte d'agression impérialiste évident, tentant de s'emparer de l'ensemble du pays et d'y imposer un régime semi-colonial. Poutine a justifié son geste par des mensonges sur la dénazification (à peine croyable de la part d'un des États les plus réactionnaires au monde et allié de l'extrême droite à l'échelle internationale).

Bien sûr, cette agression était en partie une réponse à l'expansion des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE, mais cela n'enlève rien à la nature impérialiste de cette guerre. L'objectif était d'utiliser la conquête de l'Ukraine comme un tremplin pour récupérer son ancienne sphère d'influence dans le reste de l'Europe de l'Est.

L'État, l'armée et le peuple ukrainiens se sont soulevés contre l'invasion dans une lutte pour l'autodétermination nationale.

Biden a fourni à l'Ukraine une aide économique et militaire au nom des intérêts impériaux de Washington. Washington n'est pas un allié des luttes de libération nationale, comme l'atteste sa longue histoire de guerres impérialistes, des Philippines au Vietnam et à l'Irak. Washington a pour objectif d'affaiblir la Russie, de l'empêcher d'empiéter sur sa sphère d'influence élargie en Europe de l'Est et de dresser ses alliés de l'OTAN non seulement contre Moscou, mais aussi contre la Chine, que l'OTAN a désignée comme un point stratégique pour la première fois de son histoire.

Les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont imposé à la Russie les sanctions les plus sévères de l'histoire et ont fait pression sur l'Europe occidentale pour qu'elle se désengage de l'approvisionnement énergétique russe et fasse plutôt appel aux exportations de gaz naturel en provenance des États-Unis. Par réaction, la Russie est devenue de plus en plus dépendante de la Chine pour le commerce et la technologie, ainsi que de la Corée du

Nord et de l'Iran pour les missiles, les drones et d'autres matériels militaires.

Washington a également tenté d'utiliser l'agression de la Russie pour rallier les pays du Sud à sa position. Mais il n'a pas eu beaucoup de chance avec les gouvernements de ces États, malgré l'identification populaire de la plupart de ces pays anciennement colonisés avec la lutte de l'Ukraine pour l'autodétermination. Néanmoins, Biden a utilisé l'Ukraine pour consolider ses alliances mondiales et le pouvoir de séduction de Washington, qui s'est posé en défenseur de l'autodétermination et de son pseudo-ordre fondé sur des règles de droit, face à l'impérialisme russe.

La guerre génocidaire d'Israël à Gaza, soutenue par les États-Unis

La guerre génocidaire d'Israël à Gaza a bouleversé les plans impériaux de Washington pour l'ensemble du Moyen-Orient et l'a précipité dans sa plus grande crise géopolitique depuis le Vietnam. Confronté à un lent étranglement dû au siège total de Gaza, le Hamas a entrepris une tentative désespérée d'évasion le 7 octobre, capturant des otages et tuant un grand nombre de soldats et de civils.

Son attaque a mis en lumière les faiblesses des services de renseignement israéliens et du contrôle des frontières le long de son mur d'apartheid. En réaction, Israël a engagé la plus importante incursion militaire jamais réalisée dans la bande de Gaza, dans le but déclaré de récupérer les otages et de détruire le Hamas. Il n'a réussi ni l'un ni l'autre. Au lieu de cela, il a détruit Gaza dans une guerre en forme de punition collective, de nettoyage ethnique et de génocide. L'administration Biden l'a soutenue à chaque étape, en la finançant, en lui fournissant une couverture politique avec des véto aux Nations unies et en l'armant jusqu'aux dents.

Mais il existe un fossé entre Israël et les États-Unis. Si Washington soutient l'objectif d'Israël de détruire la résistance palestinienne, il a tenté de le persuader de modifier sa stratégie en passant des bombardements de Gaza et des meurtres de civils à des opérations spéciales visant le Hamas. Le désaccord stratégique de l'administration Biden

avec Israël a atteint son paroxysme lors de l'assaut de Rafah, les États-Unis interrompant les livraisons de certaines de leurs bombes les plus destructrices.

Le gouvernement des États-Unis n'approuve pas non plus les offensives de plus en plus nombreuses d'Israël dans la région, notamment les bombardements en Syrie, au Liban, en Irak et au Yémen. Washington ne s'est pas ouvertement opposé à ces frappes, mais a plutôt tenté de faire pression sur les régimes visés pour qu'ils ne réagissent pas.

Les États-Unis n'ont pas été en mesure de freiner Netanyahu, prisonnier des fascistes de son gouvernement de coalition qui appellent au génocide et à la guerre régionale, en particulier contre l'Iran. Netanyahu leur a emboîté le pas pour préserver son gouvernement de coalition, car s'il tombe, il sera probablement emprisonné sur la base d'accusations de corruption.

Ainsi, la guerre génocidaire et l'agression régionale d'Israël pourraient déclencher une guerre plus large. Déjà, elle a incité les Houthis au Yémen à mener des opérations contre des navires pétroliers et commerciaux, menaçant ainsi l'économie mondiale et conduisant les États-Unis à mettre sur pied une coalition pour protéger leurs navires et menacer les Houthis.

Mais le conflit le plus aigu et le plus dangereux de tous ceux qu'Israël a orchestrés est celui qui l'oppose à l'Iran. Il a bombardé l'ambassade de Téhéran à Damas, tuant l'un des dirigeants des Gardiens de la révolution islamique. Washington s'est empressé de faire pression sur l'Iran pour qu'il ne frappe pas Israël et ne déclenche pas une guerre à grande échelle.

Finalement, l'Iran a mené une attaque largement symbolique contre Israël. Il a télégraphié ses plans aux États-Unis et aux pays arabes, ce qui a permis à Israël et à ses alliés d'abattre la quasi-totalité des drones et des missiles. Les États-Unis ont ensuite fait pression sur Israël pour qu'il limite sa contre-attaque. Tel-Aviv a néanmoins envoyé un message inquiétant en frappant, certes de manière limitée, les installations nucléaires iraniennes. En retour, Téhéran poursuivra ses efforts de développement d'armes nucléaires et Israël répondra par des frappes militaires afin de protéger son monopole

nucléaire régional, menaçant ainsi la région d'un Armageddon.

Au milieu de ce tourbillon, la barbarie d'Israël a déclenché des protestations de masse dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et dans le monde entier, faisant apparaître et isolant à la fois Israël et les États-Unis comme les architectes et les auteurs d'un génocide. L'Afrique du Sud a porté plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice, l'accusant de génocide, une affaire que la Cour a déclarée recevable.

La Chine et la Russie ont profité de la crise pour se poser en alliés de la Palestine, malgré leurs étroites relations économiques et diplomatiques avec Israël et leur soutien à la stabilisation du statu quo dans la région. Les oppresseurs du Xinjiang et de l'Ukraine n'ont aucune raison de se dire favorables à l'autodétermination nationale.

Néanmoins, les États-Unis ont subi un énorme revers. Leur capacité de s'imposer en douceur a été profondément ébranlée. Personne ne peut plus guère croire que les États-Unis soutiennent «un ordre fondé sur des règles de droit», l'«autodétermination» ou même la «démocratie».

Les projets de normalisation des relations avec Israël par le biais des accords d'Abraham ont été pour le moment interrompus. Alors que leurs populations sont descendues dans la rue et expriment à tout le moins de la sympathie pour les Palestiniens, aucun régime arabe ne conclura publiquement un accord avec Israël, malgré leur intégration économique croissante avec l'État d'apartheid, bien qu'un certain nombre d'entre eux continuent de faire avancer ces projets à huis clos.

Aucun de ces régimes, ni l'Iran, ne peut être considéré comme un allié de la lutte palestinienne. À l'exception des Houthis, tous ont limité les ripostes militaires à Israël. Aucun n'a interrompu ses livraisons de pétrole aux grandes puissances.

Il n'y a pas véritablement d'«axe de la résistance». Tous ces États prennent des postures pour empêcher la solidarité populaire avec la Palestine de basculer dans l'opposition à leur propre régime despotique. Et lorsqu'ils ont été confrontés à une quelconque résistance intérieure, tous, de l'Égypte à l'Iran, l'ont réprimée avec une force brutale. Ce



sont tous des régimes capitalistes contre-révolutionnaires.

La guerre génocidaire d'Israël a toutefois fondamentalement sapé la tentative de Washington de courtiser les États et les impérialismes secondaires de la région et de l'ensemble du Sud. Les souvenirs que ces États et leurs peuples ont de leur propre lutte de libération les amènent à s'identifier à la Palestine et à s'opposer à la fois aux États-Unis et à Israël. Cela a suscité une vague mondiale sans précédent de protestations populaires en solidarité avec la Palestine. Parallèlement, le soutien sans faille de l'administration Biden à Israël a déclenché des protestations ininterrompues au cours des six derniers mois, qui ont culminé avec une rébellion étudiante sur les campus de tout le pays. Mettant encore plus à mal les prétentions de Washington à être un modèle de démocratie, les deux grands partis politiques, en collaboration avec les administrations libérales et conservatrices des universités, ont réprimé cette rébellion étudiante avec la plus grande brutalité.

Israël a ainsi réduit à néant toutes les avancées géopolitiques réalisées par les États-Unis grâce à ses prises de position autour de l'Ukraine, a plongé l'impérialisme américain dans une crise et a mis en péril la réélection de Biden. Il a également ouvert un large espace aux adversaires mondiaux et régionaux de Washington pour qu'ils affirment de plus en plus leurs propres intérêts,

ce qui a entraîné une escalade des conflits dans le monde entier.

Taiwan : épicrocentro de la rivalité entre les États-Unis et la Chine

Taiwan est devenu l'épicrocentro de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. La Chine a fait de la réunification, c'est-à-dire de la prise de Taiwan, l'un de ses principaux objectifs impérialistes. Si Joe Biden a promis de maintenir la politique d'une seule Chine et l'ambiguïté stratégique, il a promis à plusieurs reprises de prendre la défense de Taiwan en cas de guerre.

Pour se préparer à une telle conflagration, il tente de surmonter l'antagonisme historique entre les alliés régionaux que sont le Japon, les Philippines, la Corée du Sud, le Vietnam et d'autres, afin de les unir autour de divers pactes multilatéraux et bilatéraux dirigés contre la Chine. Tout cela ne fait qu'attiser le conflit sur Taiwan.

Dans le même temps, l'intégration économique des États-Unis, de la Chine et de Taiwan atténuée la dérive vers la guerre. Foxconn, l'une des multinationales taiwanaises, fabrique l'iPhone d'Apple dans des usines géantes en Chine pour l'exporter dans le monde entier, y compris aux États-Unis. La société taiwanaise TSMC fabrique également 90 % des microprocesseurs les plus sophistiqués au monde, qui sont utilisés dans tous les domaines, des grille-pain aux armes de haute technologie, en passant par les chasseurs bombardiers tels que le F-35.

En dépit de cette intégration, le conflit entre les États-Unis et la Chine autour de Taiwan s'est intensifié tout au long du mandat de Biden, et les dirigeants américains l'ont encore aggravé par des visites provocatrices. Par exemple, Nancy Pelosi a organisé un voyage diplomatique au cours duquel elle a promis le soutien des États-Unis à Taiwan, ce qui a incité la Chine à répondre par des manœuvres militaires menaçantes. De son côté, la Chine s'est également livrée à des provocations pour influencer sur la politique taiwanaise et envoyer un message à Washington.

En réalité, aucune des deux grandes puissances ne respecte le droit à l'autodétermination de Taiwan. La Chine veut l'annexer et

Washington n'utilise Taipei que dans le cadre de son offensive impériale contre Pékin.

Bien que la guerre soit peu probable, parce qu'elle pourrait déclencher une conflagration nucléaire et anéantir l'économie mondiale en interrompant la production et le commerce des puces électroniques, de matières premières aussi essentielles que le pétrole au fonctionnement du capitalisme mondial contemporain, elle ne peut être exclue étant donné que les conflits impérialistes s'exacerbent.

Le marasme intensifie la rivalité interimpérialiste

Le marasme mondial du capitalisme intensifie la rivalité entre les États-Unis, la Chine et la Russie sur tous les terrains, du commerce à la géopolitique, en passant par ces points stratégiques névralgiques. Le marasme mondial exacerbe également les inégalités au sein des nations et entre elles à travers le monde.

En tant que puissance impérialiste dominante qui contrôle la monnaie de réserve mondiale (le dollar), les États-Unis se sont remis de la récession due à la pandémie avec plus de succès que leurs rivaux. C'est l'exception, et non la norme, dans le monde capitaliste avancé. Malgré cela, l'inflation a frappé de plein fouet la classe ouvrière et intensifié les divisions sociales et de classe.

L'Europe et le Japon oscillent entre récession et croissance lente, avec une aggravation des inégalités entre les classes. La Chine poursuit sa croissance, mais à un rythme très réduit. La Russie a mis en place une économie de guerre pour échapper aux pires conséquences des sanctions et maintenir ses taux de croissance, mais cette situation n'est pas viable. Dans ces deux pays, les inégalités se creusent.

Le marasme mondial a des effets du même ordre sur les puissances subimpériales, dont beaucoup dépendent de la diminution des marchés d'exportation dans le monde capitaliste avancé. Par ailleurs, une grave crise de la dette souveraine a éclaté dans les pays opprimés et endettés du Sud. La combinaison d'une croissance lente, de marchés d'exportation affaiblis, de l'inflation et de taux d'intérêt élevés les a rendus incapables de rembourser leurs emprunts. Bien

que les prêteurs capitalistes privés, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques d'État ou contrôlées par la Chine aient accepté de procéder à des accords de réajustement partiel avec les pays endettés, ils veulent toujours que leurs prêts soient remboursés et ont imposé diverses conditions pour le garantir. Tout cela exacerbe les divisions sociales et de classe, provoquant dans certains cas la hausse de l'extrême pauvreté, qui avait reculé au cours de la phase d'expansion néolibérale.

Polarisation, révolte et révolution

Le fait que les institutions du capitalisme, qu'il s'agisse de démocraties libérales ou d'autocraties, soient incapables de surmonter ce marasme, entraînera une polarisation politique de plus en plus forte, ouvrant la voie à la fois à la gauche et à la droite.

Compte tenu des faiblesses de l'extrême gauche et des organisations de classe et de lutte sociale, diverses formes de réformisme ont été la principale expression d'une alternative à gauche. Mais, comme on pouvait s'y attendre, les réformistes au gouvernement ont été entravés par la bureaucratie d'État capitaliste et par la faiblesse de leurs économies secouées par la crise, ce qui les a conduits soit à ne pas tenir leurs promesses, soit à les trahir et à opter pour des politiques capitalistes traditionnelles.

Les échecs de la classe dirigeante capitaliste et de ses opposants réformistes ouvrent partout la porte à l'extrême droite électorale et aux forces fascistes naissantes.

L'exemple type est celui de Syriza en Grèce. Il a trahi son engagement à s'opposer à l'UE et aux créanciers internationaux et a capitulé devant leur programme d'austérité, ce qui lui a valu d'être rejeté par les électeurs au profit d'un gouvernement néolibéral de droite.

Les échecs de la classe dirigeante capitaliste et de ses opposants réformistes ouvrent partout la porte à l'extrême droite électorale et aux forces fascistes naissantes. Même si elle est ethnonationaliste, autoritaire et réactionnaire, la majeure partie de cette nouvelle droite n'est pas fasciste. Elle ne construit pas de mouvements de masse pour renverser la démocratie bourgeoise, imposer la dictature

et écraser les luttes des travailleurs et des opprimés. Ils tentent plutôt de gagner les élections dans le cadre de la démocratie bourgeoise et d'utiliser l'État pour réimposer un certain ordre social par le biais de politiques sécuritaires tournées vers divers boucs émissaires, en particulier les migrant·es fuyant la pauvreté, les crises politiques et le changement climatique.

Aux États-Unis, en Europe, en Inde, en Chine, en Russie et dans d'autres pays, l'extrême droite se montre particulièrement encline à s'en prendre aux musulmans. Presque sans exception, la droite promet de restaurer l'ordre social en imposant les «valeurs familiales» au détriment des féministes, des transgenres et des militants LGBTQ.

La droite a déjà réalisé des avancées historiques en Europe, en Asie et en Amérique latine. Et en 2024, avec des élections dans 50 pays impliquant 2 milliards de personnes, les partis de droite sont bien placés pour réaliser de nouvelles avancées.

C'est peut-être aux États-Unis que ces changements auront le plus d'impact sur la politique mondiale: Biden se présente en consolidant les alliances et les projets de l'impérialisme américain à l'étranger et en défendant prétendument la démocratie à l'intérieur du pays. Trump menace d'abandonner le grand projet de l'impérialisme américain, le contrôle du capitalisme mondial, de se retirer de ses alliances multilatérales, d'imposer davantage de mesures économiques nationalistes et de faire des opprimé·es des boucs émissaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour y réussir. Ce faisant, il accélérerait le déclin relatif de Washington, accentuerait les inégalités intérieures et exacerberait les antagonismes interimpériaux et interétatiques.

Ni Trump ni l'extrême droite où que ce soit dans le monde n'ont de solutions à proposer aux exploité·es et aux opprimé·es face aux crises qu'ils et elles subissent. De ce fait, leurs victoires ne déboucheront pas sur des régimes stables, mais ouvriront la porte à la réélection des partis traditionnellement établis.

Depuis la Grande Récession, la combinaison des crises et de l'incapacité des gouvernements, quels qu'ils soient, à les résoudre a régulièrement entraîné les travailleurs et les opprimés dans des vagues de lutte. En

effet, les quinze dernières années ont été marquées par certaines des plus grandes révoltes depuis les années 1960.

Presque tous les pays du monde ont connu une forme ou une autre de lutte de masse par en bas, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Toutes ces luttes ont été entravées par les défaites et les reculs des dernières décennies, qui ont affaibli l'organisation sociale et de classe et brisé la gauche révolutionnaire.

En conséquence, même les révoltes les plus puissantes n'ont pas été en mesure de mener à bien des révolutions politiques ou sociales. Cela a laissé une ouverture à la classe dirigeante et à ses représentants politiques qui ont pu maintenir leur hégémonie, souvent avec le soutien de telle ou telle puissance impérialiste ou sous-impérialiste.

Par exemple, la Russie, l'Iran et le Hezbollah ont sauvé le régime barbare de Bachar el-Assad en le protégeant de la révolution. De même, la stratégie américaine de préservation du régime a aidé la classe dirigeante égyptienne à réimposer une dictature féroce dirigée par Abdel Fattah el-Sisi. Mais ces régimes n'ont en aucun cas stabilisé leurs sociétés. Les crises persistantes et le niveau scandaleux d'inégalité et d'oppression continuent d'alimenter la résistance par en bas dans le monde entier.

Les trois pièges de l'anti-impérialisme

Le nouvel ordre mondial multipolaire asymétrique, avec ses rivalités interimpériales croissantes, ses conflits interétatiques et ses vagues de révolte à l'intérieur des sociétés, a posé à la gauche internationale des questions auxquelles elle est mal préparée à répondre. Dans le ventre de la bête, les États-Unis, la gauche a majoritairement adopté trois positions erronées, qui nuisent toutes à la construction d'une solidarité internationale par en bas contre l'impérialisme et le capitalisme mondial.

Premièrement, les partisans du parti démocrate sont tombés dans le piège du soutien social-patriote aux États-Unis contre leurs rivaux. Ils ont soutenu l'appel de Joe Biden à former une «Ligue des démocraties» contre la Chine et la Russie. C'est particulièrement le cas des partisans de Bernie Sanders qui,

même s'ils critiquent telle ou telle politique américaine «erronée», considèrent Washington comme une force du bien au plan mondial.

En réalité, comme le prouve le soutien de Biden à la guerre génocidaire d'Israël, les États-Unis sont l'un des principaux ennemis de la libération nationale et de la révolution sociale dans le monde. C'est la principale puissance hégémonique qui vise à imposer un misérable statu quo et qui est donc un adversaire, et non un allié, de la libération collective à l'échelle internationale.

Deuxièmement, d'autres secteurs de la gauche ont commis l'erreur inverse en traitant «l'ennemi de mon ennemi comme mon ami». Qu'on la qualifie d'anti-impérialisme vulgaire, de faux anti-impérialisme ou de campisme, cette position soutient les rivaux impérialistes de Washington en qualité de prétendu axe de résistance. Certains de ses adeptes vont même jusqu'à prétendre que des États manifestement capitalistes comme la Chine représentent une sorte d'alternative socialiste (alors même que, par exemple, Xi Jinping fait l'éloge du premier ministre hongrois d'extrême droite Viktor Orbán et vante le «partenariat stratégique global pour la nouvelle ère» conclu entre la Chine et la Hongrie). Ainsi, ils soutiennent les grandes puissances émergentes, les États semi-impériaux et les diverses dictatures dans les pays dominés.

Ce faisant, ils ignorent la nature impérialiste d'États comme la Chine et la Russie et la nature contre-révolutionnaire de régimes comme ceux de l'Iran et de la Syrie, et peu importe la répression qu'ils exercent sur les travailleurs et les opprimés. Enfin, ils s'opposent à la solidarité avec les luttes populaires d'en bas au sein de ces pays, les qualifiant de pseudo «révolutions des couleurs» orchestrées par l'impérialisme américain.

Ils ont également trouvé des justifications à la guerre de la Russie contre l'Ukraine et à l'écrasement par la Chine du soulèvement démocratique à Hong Kong, et dans certains cas, ils les ont ouvertement soutenus. En fin de compte, ils se placent du côté d'autres États impérialistes et capitalistes, en recourant à des contorsions mentales pour nier leur caractère capitaliste, exploiteur et oppressif.



Enfin, certain-es membres de la gauche ont adopté une position simpliste sur le plan géopolitique. Iels reconnaissent la nature prédatrice des différents États impérialistes et ne soutiennent aucun d'entre eux. Mais lorsque ces puissances entrent en conflit avec des nations opprimées, au lieu de défendre le droit de ces nations à l'autodétermination, y compris leur droit à se procurer des armes pour obtenir leur libération, ils ramènent ces situations sur l'axe unique de la rivalité interimpériale. Ce faisant, ils privent les nations opprimées de leur droit d'agir en fonction de leurs intérêts.

Des secteurs de la gauche ont commis l'erreur de traiter «l'ennemi de mon ennemi comme mon ami». Cette position, qu'on la qualifie d'anti-impérialisme vulgaire, de faux anti-impérialisme ou de campisme, soutient les adversaires impériaux de Washington en tant que prétendu axe de la résistance.

Bien sûr, les puissances impérialistes peuvent manipuler les luttes de libération nationale à un point tel qu'elles ne deviennent rien de plus que des guerres par procuration. Mais les réductionnistes géopolitiques utilisent cette possibilité pour refuser de soutenir les luttes légitimes de libération aujourd'hui.

Telle a été la position de nombreuses et nombreux partisan-es de la gauche concernant la guerre impérialiste que mène la

Russie contre l'Ukraine, la réduisant à une simple guerre par procuration entre Moscou et Washington. Mais comme le démontrent les sondages en Ukraine et la résistance nationale, les Ukrainiens se battent pour leur propre libération, et non pas pour servir de marionnette à l'impérialisme américain.

Sur la base de leur analyse erronée de la guerre, les réductionnistes géopolitiques se sont opposés au droit de l'Ukraine à se procurer des armes pour se libérer de l'impérialisme russe et se sont opposés aux livraisons, certains allant même jusqu'à organiser des actions visant à les empêcher. Un éventuel blocage de ces livraisons conduirait à une victoire de l'impérialisme russe, ce qui serait un désastre pour le peuple ukrainien et le condamnerait au même sort que ceux qui ont été massacrés à Boutcha et à Marioupol.

Aucune de ces trois positions ne fournit à la gauche internationale un guide pour aborder les questions posées par le nouvel ordre mondial multipolaire asymétrique.

L'anti-impérialisme internationaliste

L'anti-impérialisme internationaliste est une bien meilleure approche. Au lieu de prendre le parti de tel ou tel État impérialiste ou capitaliste, les partisans de cette position s'opposent à tous les impérialismes ainsi qu'aux régimes capitalistes moins puissants,

et ce tout en nous opposant aux interventions impérialistes dirigées contre eux. Nous sommes solidaires de toutes les luttes populaires de libération, de réforme et de révolution, partout dans le monde et sans exception.

En ce qui concerne la libération nationale, nous nous rangeons inconditionnellement mais de manière critique aux côtés des opprimé·es dans leur lutte pour la liberté. Dans ces luttes, cependant, nous ne faisons pas l'amalgame entre libération nationale et socialisme, rejetant la tentation de peindre ces combats au pinceau rouge.

Au lieu de cela, nous adoptons une approche indépendante consistant à construire des liens de solidarité avec les travailleur·euses et les opprimé·es dans ces luttes et à cultiver des relations politiques avec leurs forces progressistes et révolutionnaires afin de transformer les luttes pour la libération nationale en luttes pour le socialisme.

Cela nous amène à adopter des positions distinctes de celles d'une grande partie de la gauche sur les trois points stratégiques dans l'ordre impérialiste d'aujourd'hui.

Premièrement, dans le cas de l'Ukraine, nous soutenons sa lutte de libération et défendons son droit à obtenir des armes, même de la part des États-Unis et de l'OTAN, mais nous ne soutenons pas le gouvernement néolibéral de Volodymyr Zelensky. Nous nous opposons également à ce que l'impérialisme occidental utilise l'Ukraine pour promouvoir ses propres ambitions prédatrices et ouvrir le pays et la région à ses banques et à ses entreprises.

En revanche, nous entretenons des relations avec la gauche ukrainienne et le mouvement syndical du pays. Nous soutenons leurs revendications contre le néolibéralisme, contre la reconstruction par l'endettement et contre l'ouverture de l'économie ukrainienne au capital multinational. Nous soutenons leur appel en faveur d'une reconstruction populaire du pays basée sur des investissements du secteur public, avec un salaire décent pour tous les travailleurs, et réalisée par des travailleurs syndiqués.

Dans le cas de la Palestine, nous nous opposons au soutien de l'impérialisme américain à la guerre génocidaire d'Israël à Gaza et nous soutenons inconditionnellement la résistance palestinienne. Mais cela

ne signifie pas que nous soutenons sa direction politique actuelle ou sa stratégie et ses tactiques. Nous adoptons une position critique à l'égard de ses partis bourgeois et petit-bourgeois, qu'il s'agisse de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ou de son pendant fondamentaliste islamique, le Hamas.

La principale direction de l'OLP, le Fatah, a abandonné la lutte armée au profit de l'illusion d'une solution diplomatique à deux États. Trois décennies de diplomatie ont échoué, laissant la Cisjordanie occupée, Gaza assiégée et Israël soumettant les Palestiniens à un régime d'apartheid à l'intérieur des frontières de 1948.

Le Hamas a comblé le vide laissé dans la résistance par la capitulation du Fatah. Il n'a cependant pas développé de stratégie alternative, poursuivant au contraire l'ancienne stratégie du Fatah consistant à s'appuyer sur des alliés arabes et iraniens supposés amicaux pour l'aider dans sa lutte militaire contre Israël. Il n'y a aucune raison de penser que cette stratégie, qui a échoué quand elle était pratiquée par l'OLP, sera couronnée de succès aujourd'hui.

Soutenu par l'impérialisme américain et renforcé par des alliances avec la plupart des régimes arabes, Israël ne peut être vaincu uniquement sur le plan militaire. Seule une stratégie combinant la résistance palestinienne contre Israël, la lutte révolutionnaire contre tous les régimes de la région et les mouvements anti-impérialistes au sein de toutes les grandes puissances peut libérer les Palestiniens de l'apartheid israélien et établir un État laïque et démocratique du fleuve à la mer, avec des droits égaux pour tous et toutes, y compris le droit des Palestiniens à retourner dans les maisons et sur les terres qui leur ont été volées.

Enfin, dans le cas de Taïwan, nous nous opposons à la menace chinoise d'annexer l'île et défendons le droit de Taïwan à l'autodétermination, y compris par l'autodéfense armée, tout en nous opposant à la volonté de Washington d'armer le pays dans le cadre de sa rivalité impériale avec la Chine.

L'anti-impérialisme internationaliste constitue une stratégie pour construire la solidarité par en bas entre les travailleurs et les opprimés contre toutes les grandes puissances et tous les États capitalistes du monde. Nous

avons une occasion et une responsabilité énormes de promouvoir cette démarche auprès d'une nouvelle génération d'activistes.

Nous ne soutenons aucun des partis bourgeois en lice pour la présidence de Taïwan, mais nous sommes solidaires de la gauche émergente, des organisations populaires et des syndicats du pays. Eux seuls ont un intérêt et les moyens de défier les puissances impérialistes et la classe capitaliste taïwanaise et de construire une solidarité avec les travailleurs et les opprimés en Chine, dans la région et aux États-Unis.

Ainsi, l'anti-impérialisme internationaliste constitue une stratégie pour construire la solidarité par en bas entre les travailleurs et les opprimés contre toutes les grandes puissances et tous les États capitalistes du monde. Nous avons une occasion et une responsabilité énorme de promouvoir cette démarche auprès d'une nouvelle génération de militant-es qui sont instinctivement opposés à l'impérialisme américain et méfiants à l'égard des autres grandes puissances et des États oppresseurs.

C'est seulement dans la pratique, dans les luttes vivantes, que nous pourrons prouver la supériorité de ces idées, qu'il s'agisse des luttes de classe et des luttes sociales nationales ou des luttes de solidarité avec la Palestine, l'Ukraine et d'autres nations opprimées. Ce faisant, nous pouvons contribuer à forger une nouvelle gauche internationale engagée dans la construction de la solidarité par en bas dans la lutte contre le capitalisme mondial et pour le socialisme international.

Ashley Smith est membre des Democratic Socialist of America (DSA) dans le Vermont. Elle écrit régulièrement dans *Truthout*, *Jacobin*, *New Politics*, *Harpers*, *Spectre* et *Tempest*.

Traduit pour *Europe solidaires sans frontières* par Pierre Vandevoorde.

Source : *Tempest*, 24 mai 2024.



« Si nous restons à patauger dans l’imaginaire colonial, la guerre des langues restera en vigueur »

Patrick Chamoiseau

La résolution du 25 mai de l’Assemblée de Martinique est réjouissante : elle déclare le *kreyol* [« créole »] langue officielle de la Martinique au côté du français. Cette décision vient s’ajouter à l’adoption d’un hymne, d’un drapeau, aux adhésions à des instances caribéennes, et à d’autres dispositifs certainement à l’étude. Elle vise à conforter notre niveau de conscience collective comme peuple et comme nation. Les élus martiniquais ont enfin quitté les étroites économies, pour s’avancer dans le domaine du politique. Il s’agit pour eux de densifier une présence collective innovante, riche de ses sources, de ses racines, de ses alliances géographiques et historiques multiples. Il s’agit aussi de la projeter (sans assistanat, sans dépendance, loin des morbidités du grand sac « outre-mer ») dans les défis d’un monde qui

change. Il s’agit, enfin, de lui faire accéder à une démocratie économique nouvelle, résolument sociale, culturelle, écologique et solidaire... – une intention globale, susceptible de stimuler notre créativité collective, que j’ai proposé d’appeler dans un texte récent « Faire-pays ».

Dans un courrier daté du 25 juillet, après une analyse de légalité, le préfet lui demande l’annulation de la décision. Les élus martiniquais refusent d’acquiescer à l’injonction du préfet. L’inévitable intervention du juge administratif ne fera que vérifier la conformité de cette résolution à la législation en vigueur. La délibération sera donc annulée. Mais cela n’a que peu d’importance. Restés sur le bord du chemin, le juge et le préfet ne pourront qu’assister au passage d’un autre imaginaire du monde.

Quel est-il ?

C’est un processus qui dépasse les nationalismes des années 1950 (et les revendications d’autonomie-indépendance restées inefficaces) pour nous remettre à flot dans l’idée politique. Dans le monde d’interdépendances qui est le nôtre, l’épanouissement, tant individuel que collectif, se trouve, non dans des exclusives nationalistes ou des indivisibilités républicaines, encore moins dans des ruptures formelles, mais dans une intensification tous azimuts de nos systèmes relationnels. Ce qui suppose des mobilités accrues, des multilinguismes babéliques, l’abandon de tout centre normatif, des réseaux de partenariats transmondes, riches de capacités et d’agentivités novatrices. Cela suppose aussi, pour tous et pour chacun, une belle entrée en responsabilisation postcapitaliste.



Épaisseur irremplaçable

Dès lors, si on y regarde de plus près, cette décision et sa contestation s'inscrivent, hélas, dans une vision du monde binaire, écartelée entre le colonial et le décolonial. Elles sont, ensemble, tremblantes d'une vieille logique nationaliste, et se conforment paradoxalement à l'esprit colonial dont la décence demande à s'extirper.

Voici pourquoi. L'imaginaire monolingue.

La Constitution française ne reconnaît qu'une «langue officielle» et tolère quelques «langues régionales». Ce qui relève d'une pauvreté. D'abord: l'idée qu'une langue puisse être «régionale» s'inscrit dans le fantasme des vieux empires centralisants. Toute langue, quelle qu'elle soit, suppose un peuple, une nation, une épaisseur irremplaçable de l'imaginaire de sapiens. Toute langue signale une densité culturelle nourrissant une intuition du monde et du réel, à laquelle nul ne saurait déceimment renoncer. De ce fait, aucune langue ne saurait se constituer en «centre», prétendre à «universalité», ou se voir reléguée dans une périphérie.

Ensuite: l'idée d'une «langue officielle» s'inscrit dans l'imaginaire monolingue des proto-colonialistes. Ces barbares avaient hiérarchisé les langues entre elles pour mieux positionner la leur. Ils avaient bâti leurs États-nations antagonistes sur l'apartheid entre une «langue officielle» et celles qui ne le seraient pas. Depuis, toute «langue officielle» se dresse sur un cimetière de langues minorées ou sur leurs muséographies folkloriques. Toute «langue officielle» relève d'une constriction unificatrice qui n'envisage la santé d'une langue que dans sa solitude au monde ou sa prééminence. Avec cet état d'esprit, d'ombrageuses académies ont été créées pour administrer la langue élue, avec vœu de la rendre immobile, ou de la soustraire autant que possible aux mouvements langagiers du vivant.

La mort profonde d'une langue commence souvent ainsi.

La matière du monde

Pour s'éloigner de ces pratiques absurdes, il vaudrait mieux considérer ceci: toute langue saine devrait demeurer une

mélodie mineure (au beau sens deleuzien) qui se nourrit des musicalités langagières de son entour. Cette mélodie est riche (ou sans doute: rabelaisienne) quand les musicalités qui traversent son élégante humilité sont variées, sont intenses et sont horizontales. Aucune langue ne saurait se sauver seule, se préserver en verticalité pure, se libérer ou entreprendre un «devenir» toute seule. Jeter une langue en «officialité», la boursoufler ainsi, c'est la réduire à cette indigence-là. Et c'est, surtout, souscrire au principe des hiérarchisations des langues et à leur possibilité de domination sur les puissances sauvages de l'expression.

Cet imaginaire monolingue fait que la France n'a toujours pas ratifié la Charte des langues régionales. Il préside au refus qu'une collectivité en France puisse officialiser une autre langue que le français dans un emblème bifide. Seulement, «officialiser» sa langue dominée sur le modèle de la langue dominante, vouloir résister à cette dernière ainsi revient de fait à s'abandonner aux perversités de cet imaginaire.

Une poétique relationnelle

La Martinique est un pays caribéen. Sa partition linguistique est celle de toute la Caraïbe. Le multitranslinguisme est conforme à notre complexité historique, à notre fraternité caraïbo-américaine, à nos solidarités potentielles dans la matière du monde. Il est aussi conforme à nos origines africaines et asiatiques, et, par extension dynamique, au creuset fondateur que fut pour nous ce monde relié qu'[Edouard] Glissant avait crié «Tout-monde».

Le Tout-monde suggère une entité essentiellement relationnelle.

Sous les dénis et les officialisations, les langues s'y rencontrent.

Dans l'imaginaire des proto-colonialistes, l'unité républicaine était monolingue. La rencontre des langues se faisait conflictuelle, l'une s'efforçant de surplomber les autres. Les proto-colonialistes sacralisaient leurs attributs identitaires et défiaient leur langue. Cette langue élue s'ajoutait au sommaire de leurs armes. Les décoloniaux, de leur côté, dégagnaient la leur, inversaient l'absolu dominant, et chaque langue combattante visait à son «officialité» au détriment des autres.

Néanmoins, les langues se rencontraient quand même. Quand quelques langues se voyaient acculées à la cohabitation surgissait cette utilisation différenciée, hiérarchisée et névrotique qu'était la diglossie. Aujourd'hui, notre imaginaire linguistique s'est un peu assaini (les diglossies se sont complexifiées), mais il ne prend pas encore la mesure du changement.

Voici le vertige neuf.

Voie de passage

Les fluidités linguistiques relationnelles (mobilités, proximités et métissages) pourront doter nos enfants de deux, de trois, voire d'un et cætera de langues maternelles. Seulement, parmi elles, au gré des individuations psychoaffectives, il y aura toujours une langue qui se fera plus inspirante que les autres. Dans le même berceau, telle langue maternelle sera déterminante pour l'ami Roro; telle autre le sera mieux pour Mamzelle Caroline. La langue déterminante s'offrira toujours dans une corolle de langues maternelles. Elle n'isolera personne, ne s'isolera jamais. C'est elle qui soutiendra la créativité générale de tel ou tel locuteur, et c'est elle qui, entre autres avantages, ouvrira nos existences au goût et à la protection de toutes les langues du monde.

Pour désigner cette perspective, le linguiste Jean Bernabé avait utilisé le terme «*langue matricielle*». Dans les interdépendances contemporaines, nos enfants devraient être habités du désir-imaginant de toutes les langues du monde (à commencer par les plus menacées). Ils devraient les vivre d'emblée, les absorber ensemble, les pratiquer à la moindre occasion. Pour les petits Martiniquais, dans leur berceau *kreyol*-français (et très bientôt caribéen), la langue matricielle restera, à coup sûr, le *kreyol*. Seulement, les devenirs individuels étant plus que jamais impondérables, la langue matricielle d'origine se retrouvera soumise à des évolutions, et pourra même changer au cours d'une vie dans le mouvement du monde - perspective effrayante pour un imaginaire monolingue!

L'imaginaire multilingue

L'assise de la Martinique est américaine. Ses dynamiques historiques offrent à sa

présence au monde une belle charge de solidarités expressives. S'il fallait sacrifier à la triste pratique de l'«officialité», ses langues «officielles» seraient les langues de toute la Caraïbe. Si nous restons à patauger dans l'imaginaire colonial, la guerre des langues restera en vigueur. Chacun défendra sa «langue officielle» contre d'autres «langues officielles», ou à côté d'autres «langues officielles», perpétuant sous ironie du sort un esprit colonial. Or, dans la poétique relationnelle - dans une politique de la Relation -, tous les pays, toutes les nations (existant alors de manière inclusive) possèderaient comme «langue officielle» toutes les langues du monde, à commencer par celles qui sont les plus souffrantes.

Leurs Constitution, lois, règlements et décrets seraient immédiatement précipités dans un arc-en-ciel de langues. La traduction instantanée deviendrait la part des anges des langues, et l'âme de leurs rencontres devenues célébrantes. En conséquence, les langues maternelles seront potentiellement innombrables pour chacun, à charge pour chacun d'identifier parmi elles sa langue déterminante, celle qui (plus que toute autre) le rendra clairvoyant. C'est la toute-puissance d'une langue matricielle que de constituer pour chacun une voie de passage vers un imaginaire de la Relation - celui qui manque cruellement à la Constitution française, que le préfet de la Martinique n'imagine même pas, et que le juge administratif ne connaît pas encore. Pour l'heure, sans blanc-seing de quiconque, proclamons en pleine autorité que le créole est notre langue matricielle.

Tribune publiée initialement dans *Le Monde*.
Avec l'aimable autorisation de l'auteur.

On en parlait déjà hier

Transformer toute bonne terre en un désert desséché

Lettre ouverte du Matzpen au Front démocratique populaire de libération de la Palestine (1974)

Ce texte a été publié en hébreu et en arabe dans le numéro 72 de *Matzpen* (décembre 1974). Il a été republié en mars 1978 dans la brochure *Matzpen* en arabe, « De notre lutte contre le sionisme et pour le socialisme », avec la préface suivante.

Le 22 mars 1968, l'Organisation socialiste en Israël a affirmé dans une déclaration que «c'est à la fois le droit et le devoir de tout peuple conquis et soumis de résister et de lutter pour sa liberté. Les moyens et les méthodes nécessaires et appropriés à cette lutte doivent être déterminés par le peuple lui-même et il serait hypocrite que des étrangers – surtout s'ils appartiennent à la nation oppressive – lui fassent la leçon en lui disant: "Ainsi feras-tu et ainsi ne feras-tu pas".»

C'était et cela reste notre position, mais notre organisation, qui comprend des Juifs et des Arabes, des membres du peuple oppresseur et du peuple opprimé, ne peut pas se considérer comme étrangère à la lutte des socialistes palestiniens qui rêvent de libération nationale et sociale.

Nous pensons qu'il est possible de déterminer les objectifs d'une lutte en fonction des voies, des méthodes et des moyens utilisés pour les atteindre et, à cet égard, nous sommes en désaccord avec ceux qui, au sein du mouvement de libération palestinien, prétendent défendre la coexistence des Arabes et des Juifs, mais utilisent des voies, des moyens et des méthodes qui ne les rapprochent pas, ni ne nous rapprochent, de cet objectif.

C'est dans ce contexte que nous avons écrit la lettre ouverte suivante aux membres du Front démocratique populaire pour la

libération de la Palestine. Ce n'était pas la première fois que nous écrivions au Front démocratique populaire. En 1969-1970, notre organisation a participé à un dialogue écrit ouvert avec le Front. Le dialogue entre nous a été publié dans son intégralité à l'époque dans les pages du *Matzpen*. Après le Septembre noir de 1970, la communication a été coupée et le dialogue a cessé en raison des changements dans la situation du Front démocratique populaire et dans ses positions.

Au milieu de l'année 1974, Nayef Hawatmeh, le leader du Front, a adressé un appel aux militants de gauche israéliens, par l'intermédiaire d'un journaliste américain, les invitant à entamer un dialogue entre les deux parties. Cet appel a été publié à l'époque dans le journal israélien *Yediot Aharonot*. Peu après, l'opération Ma'alot a été menée.

Trois combattants du Front démocratique populaire ayant franchi la frontière libanaise ont pris d'assaut un appartement dans la ville israélienne de Ma'alot et ont abattu des membres de la famille qui y vivait. Ils ont



ensuite pris en otage des dizaines d'adolescents israéliens, garçons et filles, dans une école locale. Les combattants du Front ont exigé la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques détenus dans les prisons israéliennes en échange de la libération des otages. Le gouvernement israélien a décidé de « ne pas répondre à leurs demandes » et l'armée israélienne a pris d'assaut le bâtiment scolaire. De nombreux otages ont été tués ou blessés au cours de l'opération. (Les trois Palestiniens ont également été tués.)

Lettre ouverte du Matzpen aux membres du Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine

Nous considérons qu'il est de notre devoir politique de nous adresser à vous publiquement et de dire ce que nous pensons de l'opération de vos hommes à Ma'alot; une opération qui, plus que toute autre en Israël, dans les territoires occupés et dans le monde, a suscité de nombreux commentaires politiques, tant en ce qui concerne son caractère que ses auteurs.

Pourquoi ?

Parce que depuis environ cinq ans, depuis la scission du Front populaire de libération de la Palestine, votre organisation est considérée par beaucoup comme le foyer de gauche du mouvement palestinien, comme le pôle où se concentrent les forces révolutionnaires des organisations de résistance.

C'est pourquoi votre opération a suscité de si vives réactions en Israël, tant parmi les différents courants du camp sioniste que parmi les organisations révolutionnaires et l'opinion publique de gauche. Ce n'est pas un hasard si Golda Meir, chef du gouvernement qui, pendant des années, a exproprié, opprimé et massacré les Palestiniens, a réagi au-delà de ses habitudes et ne s'est pas contentée de ses épithètes habituelles, « assassins », etc., mais a ajouté : « C'est le même Hawatmeh qui essaie de nous attirer vers une cohabitation entre Juifs et Arabes. » Elle l'a fait, à notre avis, par crainte, bien que cachée, que les forces révolutionnaires palestiniennes possèdent une arme très dangereuse pour le sionisme : l'alternative internationaliste que les révolutionnaires

palestiniens peuvent présenter aux masses juives israéliennes ; c'est le programme socialiste révolutionnaire qui peut rallier les masses des deux peuples : Arabes palestiniens et Juifs israéliens.

Le premier ministre israélien a tenu ces propos quelques heures seulement après le carnage de Ma'alot, lors d'une émission télévisée destinée à un large public. Son visage était sévère, comme si ce carnage avait été décrété par une force majeure inexorable, comme si elle n'avait rien à voir avec cet événement, comme si elle ne faisait pas partie de ceux qui ont condamné à mort les dizaines de victimes de Ma'alot. Mais sous son masque, il y avait la satisfaction que les événements de ce jour renforcent sa thèse fondamentale : « Tous les Arabes sont les mêmes... ils veulent tous nous exterminer... » etc., etc.

Nous devons être francs : votre opération à Ma'alot a intensifié et approfondi l'inimitié entre les masses des deux peuples et - comme nous le savons bien par notre expérience quotidienne - a servi le sionisme. L'opération à Ma'alot a suscité une forte opposition et des critiques acerbes non seulement de la part de membres de notre organisation, mais aussi de membres d'autres organisations révolutionnaires. Nous pouvons également attester que votre opération a porté un coup sévère à de nombreux membres du camp sioniste de gauche, des membres sincères de la base. Les événements récents - la guerre d'octobre et le choc qui l'a suivie - les avaient conduits à une meilleure compréhension et à une plus grande volonté de chercher des alliés parmi le peuple arabe palestinien. Ils étaient prêts à prêter l'oreille à différentes voix dans le monde arabe en général et au sein du peuple arabe palestinien en particulier, et certains d'entre eux avaient évolué vers des positions révolutionnaires tout en étant prêts à abandonner les positions sionistes. Votre existence a joué un rôle dans cette évolution. C'est pourquoi le fait de savoir que votre organisation est responsable de l'opération de Ma'alot a été pour eux une gifle retentissante.

Mais ce n'est pas tout.

L'histoire de notre époque regorge d'exemples d'éruptions spontanées de masses opprimées, se soulevant et tuant

leurs oppresseurs. L'opération de Ma'alot n'est pas de ce type. Elle n'était pas spontanée. Elle était planifiée et calculée. C'est pourquoi nous ne pouvons pas dire, comme beaucoup le font souvent, que telle est la logique de la lutte et qu'il ne faut pas y mêler les émotions humaines. Dans votre opération Ma'alot, vous avez ignoré les principes moraux élémentaires. Cette méconnaissance ne peut se cacher derrière l'affirmation - certes courante - qu'il s'agit de principes bourgeois. Nous ne pouvons pas accepter cette affirmation, car les normes qui s'appliquent à une explosion spontanée d'une masse opprimée, ou à des combattants de la libération nationaliste, ne sont pas appropriées aux combattants qui portent des armes au nom de la révolution socialiste.

Voici ce que vous avez dit dans votre déclaration à l'ambassadeur de France (*Ha'olam Haze*, n° 1917): «Nous ne sommes pas des tueurs. Nous sommes des soldats d'un mouvement de libération. [...] Nous croyons au marxisme-léninisme et au droit à l'autodétermination des peuples dans leur pays, et c'est pour cela que nous nous battons.»

Vous devez résoudre cette contradiction, devant les masses palestiniennes et les masses israéliennes.

L'opération de Ma'alot a un autre aspect. Les habitants de cette ville sont pour la plupart des travailleurs pauvres, parmi les plus exploités et les plus opprimés de la société israélienne, chair à canon de la politique israélienne, ils n'en sont pas responsables et n'en bénéficient pas. Pour les habitants de Ma'alot, votre opération implique que le sionisme est leur dernier refuge. Si le mouvement palestinien ne leur offre pas une alternative de vie sans sionisme, ils préféreront toujours le sionisme malgré tous ses dangers et malgré le prix élevé à payer pour lui. Ils préféreront l'«unité nationale» interclassiste avec leurs exploiters nationaux s'ils n'ont pas la possibilité de mener une lutte commune et de vivre ensemble entre Juifs et Arabes.

Dans votre opération Ma'alot, vous avez trahi la tâche que vous avez entreprise: développer une telle alternative et la présenter aux masses en Israël. L'interview de Nayef Hawatmeh, publiée dans *Yedioth Ahronoth*, et l'opération de Ma'alot se contredisent clairement. Et comme on le sait, lorsqu'il y a

contradiction entre la parole et l'acte, le second annule la première. Nous notons cela avec regret, indépendamment des désaccords entre nous et la personne interrogée, qui sont apparus avant l'opération de Ma'alot mais qu'il n'est pas nécessaire de détailler ici.

Nous savons que, tout naturellement, l'opération de Ma'alot n'est pas passée comme ça, sans que personne ne la conteste au sein de la gauche révolutionnaire palestinienne. C'est pourquoi nous rendons publics certains de nos sentiments, afin d'encourager et de contribuer à promouvoir un débat entre tous les révolutionnaires de notre région, un débat qui, selon nous, doit transcender cette question spécifique et englober toutes les questions théoriques, politiques, stratégiques et tactiques auxquelles sont confrontées les forces révolutionnaires du monde arabe et d'Israël.

Nous sommes bien sûr conscients des nombreux arguments qui nous seront opposés, tels que l'état actuel du mouvement palestinien, dans le contexte des «accords» actuellement élaborés par les grandes puissances et les gouvernements de la région; et le fait que le camp révolutionnaire en Israël est petit et faible, incapable d'encourager le développement et l'avancée des forces révolutionnaires internationalistes dans le monde arabe.

Nous n'avons pas abordé ces questions ici; nous les traitons dans un autre document, qui sera également publié dans notre journal *Matzpen*. Les présentes lignes ont été écrites dans un seul but: clarifier publiquement et sans équivoque notre opinion selon laquelle l'opération Ma'alot nuit à la lutte révolutionnaire et transforme toute bonne terre en un désert desséché, où les épines du nationalisme abondent et les fleurs du socialisme se fanent.

Organisation socialiste israélienne (Matzpen)

<https://matzpen.org/english/1974-06-01/open-letter-to-the-members-of-the-democratic-popular-front-for-the-liberation-of-palestine/>

Medicina



probleme